

PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

CAUCASE { **GÉORGIE**
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan



Directeur : Georges Gvazawa

SOMMAIRE

Position et importance de la Pologne	<i>Dr Mir Yacoub.</i>
Le retour d'André Gide	<i>G. G.</i>
Le droit des peuples en U.R.S.S.	<i>Verax.</i>
Les nations opprimées par Moscou et le danger de guerre	<i>M. Danko.</i>
L'Ukraine soviétique	<i>C. Naumenko.</i>
L'unité du Caucase	<i>Chakman.</i>
La situation des ouvriers en Union soviétique ..	<i>M. Y.</i>
L'industrie du naphte	<i>A. Toptchibachi.</i>
Le mouvement Doriot	<i>Ch. Odicharia.</i>
CHRONIQUE : Géorgie. — Azerbaïdjan. — Caucase du Nord. — Ukraine.	

Direction et Administration :

1, Square Léon-Guillot - PARIS (15°).

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

Position et importance de la Pologne

Le voyage du ministre des Affaires étrangères de Pologne, M. Beck, à Londres a une très grande importance politique et l'on ne saurait le considérer comme un fait isolé. Pour mieux comprendre la portée de cet événement, il convient de le lier à la visite faite récemment par ce même M. Beck, à Bruxelles d'abord, et ensuite à Paris. Les déplacements de M. Beck sont certainement une conséquence de la visite du maréchal Ridz-Smigly en France. La visite du général Gamelin à Varsovie et celle, en retour, du maréchal Ridz-Smigly ont marqué deux importantes étapes vers un accord diplomatique et vers le rétablissement d'une alliance militaire et financière. L'emprunt obtenu à Paris, permet à la Pologne de développer les moyens pour défendre ses frontières et, plus particulièrement, de perfectionner la motorisation de son armée. La Pologne est devenue une puissance redoutable, et demain, elle augmentera encore ses forces, si bien qu'il va falloir compter avec elle.

Le voyage à Londres de M. Beck avait pour but de se renseigner sur les dispositions du gouvernement anglais quant au rôle de la Pologne dans la solution des graves problèmes politiques d'Europe et quant à la possibilité d'obtenir dudit gouvernement la reconnaissance de sa très

grande importance. A Londres, M. Beck fut reçu comme représentant d'une grande puissance dont le rôle en Europe s'accroît d'un jour à l'autre. La réception réservée, à Londres, au ministre des Affaires étrangères de Pologne fut pompeuse et particulièrement chaleureuse. En agissant ainsi l'Angleterre voulait montrer qu'elle reconnaît la Pologne comme facteur et nation avec laquelle il est de la plus haute importance d'arriver à un accord. Nous ne nous tromperons pas si nous disons que nous assistons au début d'une ère nouvelle dans les relations politiques entre deux grands peuples.

Tout récemment encore les rapports entre la Pologne et l'Angleterre étaient réservés. L'une des causes de cet état de choses en ce qui concerne la Pologne, disons même la principale, fut le pacte à quatre qui envisageait l'hégémonie de quatre grandes puissances sur l'Europe. Du point de vue de la Pologne, important facteur d'ordre et de paix à l'Orient de l'Europe, ce fut là une grave erreur. Par bonheur ce pacte à quatre est apparu mort-né, et de ce fait, le mécontentement du peuple polonais a disparu. Les Anglais ont compris, en fin de compte, qu'en l'absence de la Pologne, il était très difficile, sinon impossible d'aborder la solution des

problèmes européens de quelque importance.

Au cours des pourparlers de Londres entre l'Angleterre et la Pologne, tous les problèmes à l'ordre du jour semblent avoir été abordés, et leur examen a trouvé un terrain favorable susceptible de donner satisfaction aux deux parties. Tout d'abord le problème, mis en avant par la situation géographique de la Pologne elle-même, entre deux Etats hostiles, la Russie et l'Allemagne dont les doctrines sont entièrement divergentes et s'excluent réciproquement. La rivalité entre l'Allemagne et l'Union soviétique dans le domaine international devient de plus en plus dangereuse pour l'Europe. Une Pologne puissante, au point de vue des intérêts de l'Angleterre, est nécessaire à l'équilibre de l'Europe. En outre, le rôle de la Pologne en tant que barrière contre le danger bolchevik est un fait patent. C'est pourquoi l'Angleterre veut encourager cette grande puissance dont les forces à sa disposition sont si nécessaires pour la défense de l'Est-Européen contre toute surprise.

Bien qu'on ne puisse songer à voir l'Angleterre rompre sa prudence habituelle et manifester une activité dans des questions qui ne présentent point d'intérêt direct pour elle, nous constatons néanmoins qu'en ce moment, elle prend une plus grande part aux questions de l'Europe orientale que précédemment. D'autre part, l'Angleterre ne peut pas ne pas prendre en considération la force que représente et que peut représenter la marine de guerre polonaise : son renforcement, son développement dans la mer Baltique, parallèlement avec les flottes soviétique et allemande, sont un important facteur d'équilibre.

En dehors des questions d'ordre général européen, d'autres questions ont été examinées au cours des pourparlers entre MM. Eden et Beck. Certaines de ces questions, celles ayant trait à Dantzig et à la

réforme de la S. D. N., intéressent plus ou moins directement chacune des deux grandes puissances. L'on sait que M. Eden est rapporteur au Conseil de la S. D. N. dans la question de Dantzig et, de toute évidence, son rôle est important dans l'harmonisation des points de vue anglais et polonais.

Malgré le peu d'informations qui nous arrivent de Londres, l'on peut dire qu'en ce qui concerne la question de Dantzig, les deux ministres des Affaires étrangères se sont mis d'accord, et l'Angleterre appuiera très probablement le point de vue polonais dans cette épineuse question. Nul n'ignore qu'en vertu du traité de paix, Dantzig est devenu « Ville Libre », mais les nationaux - socialistes ont récemment proclamé à grand fracas leurs droits sur cette ville, en parlant déjà de minorités polonaises. Le chef du parti nazi a parlé ouvertement de l'annexion de la Ville Libre à l'Allemagne en 1937. Il est à craindre que sur ce terrain des difficultés s'élèvent dans un avenir prochain, mais en même temps il est fort possible aussi que Pologne et Allemagne s'entendent pour conserver le *Statut Quo*.

D'autres questions tout aussi délicates ont été effleurées, questions restées sans solution, telles que celle du Danube, celle des relations, pas trop amicales, entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, et celle de l'organisation de la sécurité et de la paix en Europe orientale. Il est certain qu'en ce qui concerne ces derniers points, il ne s'est agi à Londres que de pourparlers d'ordre général. Quoiqu'il en soit, aucun accord précis n'a été conclu entre ces deux pays; chacun d'eux tâtant le terrain avec prudence pour connaître les dispositions de son interlocuteur.

Résumant, l'on peut dire que l'essentiel, la position prise par la Pologne et ses revendications touchant à la conférence des Puissances locarniennes ont été reconnues par le Foreign Office. Ce n'est que justice,

attendu que la Pologne est étroitement liée à deux membres de la Conférence de Locarno, elle est d'une part, liée à la France par une alliance militaire et d'autre part, par un pacte de non - agression avec l'Allemagne. Ainsi, en cas de complications, en Europe occidentale, la Pologne ne peut rester inactive ; elle est tenue de s'engager dans le conflit. C'est ce qui explique que la Pologne a parfaitement raison d'obtenir que sa signature figure au bas du pacte occidental. Sous ce rapport, elle ne peut manquer de recevoir satisfaction.

L'on sait également que l'Union soviétique prétend à participer à la conférence envisagée des Puissances locarniennes, mais l'on sait aussi que la situation de l'U. R. S. S. est toute différente ; cette dernière n'a aucune raison valable pour assister à cette conférence, attendu qu'elle n'a aucun point de contact avec les frontières de ces Puissances, lui permettant de prêter la main à la France par exemple, en cas de conflit avec l'Allemagne en Europe occidentale. L'U. R. S. S. ne peut prêter son appui à la France qu'avec l'assentiment de la Pologne ou qu'en utilisant la « stratosphère » si l'on peut ainsi s'exprimer, et c'est pourquoi la participation de l'Union Soviétique à une telle conférence est dépourvue de sens.

Pour ce qui est enfin de la réforme du statut de la S. D. N., le point de vue polonais doit certainement concorder avec le point de vue anglais.

Désireuse d'avoir toute sa liberté d'action entre les deux groupements hostiles qui se constituent en Europe, la Pologne pourra ainsi prendre telle décision qui lui paraîtra utile, en raison même de la marche des événements d'Europe. C'est pourquoi l'Etat polonais ressuscité après une longue période d'oppression et de luttes pour l'indépendance, a dû faire en peu de temps un travail surhumain pour affermir son indépendance et pour occuper une place de premier plan parmi les nations d'Europe.

Le fait que la Pologne a conscience de ses forces potentielles et de ses tâches historiques fait de cette Puissance un facteur politique avec lequel l'on ne peut pas ne pas compter.

Nul ne peut se réjouir davantage de ce succès que le front de « Prométhée », attendu qu'aucune des Grandes Puissances, en dehors de la Pologne, ne comprend et ne peut mieux comprendre les désirs et les aspirations de ceux qui, dans ce front, luttent pour leur indépendance.

Dr Mir YACOUB.

Le retour d'André Gide

Retour particulièrement intéressant : c'est le retour d'un fils prodigue, après de longues tribulations et vicissitudes, sous le toit de la maison paternelle, je veux dire : sous les voûtes de la civilisation européenne.

Doué d'un grand talent, d'un esprit toujours en éveil et toujours ouvert à toutes les sensations de la vie, il s'est

évadé un jour de la « maison paternelle » pour chercher une réponse à l'obsédante et angoissante question : comment sauver l'humanité, comment lui insuffler la force et la vitalité divines pour en finir une fois pour toutes avec ses misères et ses souffrances.

Et il prit le chemin de la Russie soviétique.



Byron qui a vécu à une époque aussi désaxée que la nôtre, tournait pour les mêmes raisons ses regards vers l'Espagne où se déroulait alors une lutte acharnée contre les envahisseurs du pays. Peut-on jamais oublier les strophes étincelantes de la poésie byronienne consacrées à cette lutte dans le premier chant de *Child Harold* ? Il exalte le courage des combattants espagnols, il les adjure de continuer la lutte implacable pour la liberté de la patrie et de montrer ainsi à l'Europe qui les regarde la vraie voie de l'affranchissement général de l'humanité souffrante. Byron ne cessa d'inonder l'univers de ses vibrants appels en faveur de la Grèce opprimée. Et il mourut en Grèce au service d'un peuple spolié et piétiné sous la botte des envahisseurs étrangers.

André Gide n'est pas un Byron. Il ne mourra pas pour une Géorgie, par exemple, spoliée et piétinée sous la botte des envahisseurs russes. Non, il s'acquittera de sa mission intellectuelle et morale par une lettre d'adieu (1) adressée au vice-dictateur prolétarien du Caucase, certain Beria, tchékiste et tortionnaire bien connu. Il exaltera dans cette lettre « les fleurs et les fruits succulents » de la Géorgie. C'est plus commode et, peut-être, plus moderne. D'ailleurs ce n'est pas pour la Géorgie qu'il entreprit ce voyage. Il voit plus haut et plus large. Il rêve de l'humanité, de cette nouvelle humanité qui, comme un dieu, doit être heureuse, puissante, « inespérée ». Il sait qu'une prodigieuse expérience de cette rénovation du monde a été tentée en Russie, et il y court pour voir le résultat de cette expérience.

Hélas ! le fils prodigue retourne

dans la « maison paternelle » la tête courbée et le cœur déchiré de déception et d'amertume.

Mais suivons son pèlerinage et voyons ce qu'il a vu. C'est très instructif.

A MOSCOU

A Moscou, il a assisté aux fêtes de la jeunesse, sur la Place Rouge. « Venue du nord et du sud, de l'est et de l'ouest, une jeunesse admirable paraissait. Je n'imaginais pas un spectacle aussi magnifique. Evidemment, ces êtres parfaits avaient été entraînés, préparés, choisis entre tous. » — « J'avais vu, continue-t-il, la Place Rouge, quelques jours auparavant, lors des funérailles de Gorki. J'avais vu ce même peuple, le même peuple, et pourtant tout différent, et ressemblant plutôt, j'imagine, au peuple russe du temps des tsars, défiler longuement, interminablement, dans la grande Salle des Colonnnes, devant le catafalque. Cette fois, ce n'était pas les plus beaux, les plus forts, les plus joyeux représentants de ces peuples soviétiques, mais un « tout venant » douloureux, comprenant femmes, enfants surtout, vieillards parfois, presque tous mal vêtus et paraissant parfois très misérables. »

DANS LA FOULE

« Nulle part, écrit M. Gide, autant que dans les rues de Moscou, n'est sensible le résultat du nivellement social : une société sans classe, dont chaque membre paraît avoir les mêmes besoins. J'exagère un peu ; mais à peine. Une extraordinaire uniformité règne dans les mises ; sans doute elle paraîtrait également dans les esprits, si seulement on pouvait les voir. Et c'est ainsi ce qui permet à chacun d'être et de paraître joyeux. On a si longtemps

1) Nous l'avons publiée dans le numéro 118 de *Prométhée*.

manqué de tout qu'on est content de peu de chose. Quand le voisin n'a pas davantage, on se contente de ce qu'on a. »

DEVANT LE MAGASIN

« Que font ces gens, devant ce magasin ? Ils font la queue, une queue qui s'étend jusqu'à la rue prochaine. Ils sont là de deux à trois cents, très calmes, patients, qui attendent. Il est encore tôt ; le magasin n'a pas ouvert ses portes. Trois quarts d'heure plus tard, je repasse : la même foule est encore là. Je m'étonne : que sert d'arriver à l'avance ? Qu'y gagne-t-on ?

« — Comment, ce qu'on y gagne ?... Les premiers sont les seuls servis.

« Et l'on m'explique : il y a peut-être quatre ou cinq cents objets, pour lesquels se présenteront huit cents, mille ou quinze cents amateurs. Bien avant le soir, il n'en restera plus un seul. Les besoins sont si grands et le public est si nombreux que la demande, durant longtemps encore, l'emportera sur l'offre, et l'emportera de beaucoup. »

QUALITE DES MARCHANDISES

Suivons le célèbre explorateur. Il pénètre dans le magasin. « Dedans, c'est une incroyable cohue. Les vendeurs du reste ne s'affolent pas, car, autour d'eux, pas le moindre signe d'impatience. Chacun attend son tour, assis ou debout, parfois avec un enfant sur les bras. On passera là, s'il le faut, sa matinée, sa journée ; dans un air qui, pour celui qui vient du dehors, paraît d'abord irrespirable ; puis on s'y fait, comme on se fait à tout. J'allais écrire : on se résigne. Mais le Russe est bien mieux que résigné : il semble prendre plaisir à attendre, et vous fait attendre à plaisir.

Les marchandises sont, à bien peu de chose près, rebutantes. On pourrait croire, même, que pour modérer les ap-

pétits, étoffes, objets, etc., se fassent inattractifs au possible. Tout est affreux... Du moment que l'Etat est à la fois fabricant, acheteur et vendeur, le progrès de la qualité reste en raison du progrès de la culture.

« Alors je pense (en dépit de mon anticapitalisme) à tous ceux de chez nous qui, du grand industriel au petit commerçant, se tourmentent et s'ingénient : qu'inventer qui flatterait le goût du public ? Avec quelle subtile astuce chacun d'eux cherche à découvrir par quel raffinement il pourra supplanter un rival ? De tout cela, l'Etat n'a cure, car l'Etat n'a pas de rival. La qualité ? — A quoi bon, s'il n'y a pas de concurrence ?

« Et c'est ainsi qu'on explique trop aisément la mauvaise qualité de tout en U.R.S.S. »

STAKHANOVISME

André Gide est d'avis que le stakhanovisme a été merveilleusement inventé pour secouer l'extraordinaire indolence du peuple russe. Dans une usine on lui présente un stakhanoviste qui serait parvenu à faire en cinq heures le travail de huit jours. « Je me hasarde à demander, dit M. Gide, si cela ne revient pas à dire que, d'abord, il mettait huit jours à faire le travail de cinq heures ? » Mais la question est assez mal prise et l'on préfère ne pas y répondre. Mais on lui a raconté qu'une équipe de mineurs français, voyageant en U.R.S.S. et visitant une mine, a demandé, par camaraderie, à relayer une équipe de mineurs soviétiques et qui aussitôt, sans autrement se fouler, sans s'en douter, ont fait du stakhanovisme. »

LE KOLKHOZE

En Géorgie, aux environs de Soukhoul, M. Gide visita un kolkhoze mo-

dèle. « J'ai visité, écrit-il, plusieurs des habitations de ce kolkhoze très prospère. Je voudrais exprimer la bizarre et attristante impression qui se dégage de chacun de ces « intérieurs » : celle d'une complète dépersonnalisation. Dans chacun d'eux les mêmes vilains meubles, le même portrait de Staline, et absolument rien d'autre ; pas le moindre objet, le moindre souvenir personnel. Chaque demeure est interchangeable, au point que les kolkhoziens, interchangeables eux-mêmes, semble-t-il, déménageraient de l'une à l'autre sans même s'en apercevoir... Mais cette dépersonnalisation, à quoi tout, en U.R.S.S., semble tendre, peut-elle être considérée comme un progrès ? Pour ma part, je ne puis le croire. »

LA LIBERTE

On sait qu'en U.R.S.S. il est admis d'avance et une fois pour toutes que sur tout et n'importe quoi, il ne saurait y avoir plus d'une opinion. L'esprit critique y fait à peu près complètement défaut.

« Je sais bien, écrit M. Gide : on fait grand cas là-bas de ce qu'on appelle « l'auto-critique », mais cette critique ne consiste qu'à se demander si ceci ou cela est « dans la ligne » ou ne l'est pas. Ce n'est pas elle, la ligne, que l'on discute, c'est de savoir si telle oeuvre, tel geste ou telle théorie est conforme à cette ligne sacrée. Et malheur à celui qui chercherait à pousser plus loin !

« Le citoyen soviétique reste dans une extraordinaire ignorance de l'étranger. Bien plus : on l'a persuadé que tout, à l'étranger, et dans tous les domaines, allait beaucoup moins bien qu'en U.R.S.S. Cette illusion est savamment entretenue. Car il importe que chacun se félicite du régime qui

le préserve des pires maux. Pour lui, hors de l'U.R.S.S., c'est la nuit. L'esprit révolutionnaire et même simplement l'esprit critique n'est pas de mise ; il n'en faut plus. La moindre protestation, la moindre critique est passible des pires peines, et du reste aussitôt étouffée.

« Je doute, ajoute M. Gide, qu'en aucun autre pays l'esprit soit moins libre, plus courbé, plus craintif (terrorisé), plus vassalisé. »

« Et, comme il advient toujours que nous ne reconnaissons qu'après les avoir perdus, la valeur de certains avantages, rien de tel qu'un séjour en U.R.S.S. pour nous aider à apprécier l'inappréciable liberté de pensée dont nous jouissons encore en France, et dont nous abusons parfois. »

A la bonne heure !

Le « fils prodigue » déçu et désenchanté, rentre dans la « maison paternelle », mais chose curieuse : il garde encore la nostalgie de cette terre, de « ces peuples unis, de ce climat nouveau qui favorisait l'avenir et où l'inespéré pouvait éclore... » Quel « inespéré » ? Pour mieux comprendre cette nostalgie du grand écrivain, nous ne pouvons mieux faire que de citer la légende dont il fait précéder son ouvrage. Le petit Démophoôn, raconte la légende, a été confié par sa mère, la reine Métaneire, à la grande déesse Déméter :

« Toutes les portes closes, le soir et tandis que la maison dormait, Déméter prenait Démophoôn, l'enlevait de son berceau douillet et, avec une apparente cruauté, mais en réalité guidée par un immense amour et désireuse d'amener jusqu'à la divinité l'enfant, l'étendait nu sur un ardent lit de braises. J' imagine la grande Déméter penchée, comme sur l'humanité future, sur ce nour-

risson radieux. Il supporte l'ardeur des charbons, et cette épreuve le fortifie. En lui, je ne sais quoi de surhumain se prépare, de robuste et d'inespérément glorieux... Mais Métaneire inquiète fit irruption dans la chambre de l'expérience, faussement guidée par une maternelle crainte, repoussa la déesse et tout le surhumain qui se forgeait, écarta les braises et, pour sauver l'enfant perdit le dieu. »

La légende est belle en tant que légende, mais qu'est-ce qu'elle peut bien éclaircir dans la réalité ? Si l'expérience russe qui dure déjà depuis vingt ans n'a rien donné de positif — et de ce point de vue les observations d'André Gide sont concluantes — qu'est-ce qu'elle pourrait bien donner encore, « je ne sais quoi de surhumain, de robuste et d'inespérément glorieux ?! » On dira peut-être que la Déméter russe, lamentablement échouée dans ses infernales expériences en Russie, n'en est pas moins capable de porter ses braises hors de la Russie « avec une apparente cruauté, mais en réalité guidée par un immense amour et désireuse d'amener jusqu'à la divinité » d'autres peuples. André Gide n'a pas craint, en effet de faire cette allusion : « l'aide que l'U.R.S.S. vient d'apporter à l'Espagne nous montre de quels heureux rétablissements elle demeure capable ».

Mais ne nous y trompons pas. Tiflis, en 1921, se trouvait exactement dans la même situation que Madrid en ce moment. La Déméter russe, continuant ses expériences de braises et guidée « par un immense amour », lança ses

hordes sur la Géorgie. Et la déesse « penchée sur l'humanité future » finit par écraser une nation libre et par la soumettre à la domination russe. Est-ce là je ne sais quoi « d'inespérément glorieux » ?!

Il est évident que l'Espagne n'évitera pas le même sort si... je n'exagère rien, je reste rigoureusement « dans la ligne sacrée » du bolchevisme. Voici ce qu'écrit un autre thuriféraire (1) du régime soviétique sur le sort futur de l'Europe :

« La constellation soviétique est d'ores et déjà partie intégrante d'une constellation mondiale des pays et des races.

« Le jour où l'Europe serait soviétisée tout entière, il y aurait une France, une Allemagne, une Italie, une Pologne, etc., qui se développeront selon leurs traditions intellectuelles et morales, mais entre elles il n'y aurait que des frontières administratives à jamais inoffensives. »

Tout comme le Caucase et l'Ukraine.

Si c'est là « je ne sais quoi d'inespérément glorieux », il est infiniment plus souhaitable que « la grande déesse » russe s'en aille au diable... ou qu'elle s'enferme dans le ciel.

La terre trouvera sans elle le chemin de son évolution normale avec l'aide des esprits probes et clairvoyants, y compris celui d'André Gide lui-même.

Georges GVAZAWA.

1) Barbusse. *Staline*, p. 36.

Le droit des peuples en U.R.S.S.

Le vote prochain et, bien entendu, certain de la nouvelle Constitution stalinienne par le congrès extraordinaire des Soviets qui doit s'ouvrir le 25 novembre, — et le dessein non dissimulé qu'on nourrit à Moscou d'attirer entre temps la Catalogne, voire l'Espagne entière, parmi les républiques soviétiques gravitant autour du « soleil de Lénine et de Staline », — nous invitent à rappeler comment les bolchéviks conçoivent et pratiquent tant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que le respect des minorités ethniques.

Si l'on en croit les *Izvestia* (8 octobre 1936), alors que les sociétés bourgeoises n'obéissent qu'à une loi sauvage bien connue, — homo homini lupus, — la nouvelle Constitution stalinienne consacre l'égalité de toutes les races et nationalités; non seulement « pour la première fois dans l'histoire de l'humanité l'homme devient réellement libre », mais Staline le traite avec une délicate « sensibilité ».

Aussi bien, le 18 septembre 1934, Litvinov, parlant de l'U.R.S.S., faisait-il à la Société des Nations les déclarations débonnaires et idylliques que voici : « J'aurai même la hardiesse de dire que jamais on n'a vu tant de nations coexister si paisiblement dans le cadre d'un seul Etat... En ce qui concerne l'égalité des droits, il n'existe ni majorités ni minorités nationales, puisque aucune nation, pas plus en pratique qu'en théorie, n'a des droits inférieurs, des possibilités moindres qu'une autre de développement culturel et économique. »

A s'en tenir en effet au texte des articles 13 et 17 de la nouvelle Constitution, libre est l'entrée d'un peuple dans l'Union soviétique — « Etat fédéré fondé sur l'union volontaire de républiques socialis-

tes égales en droit », — et non moins libre la sortie : « A chacune des républiques fédérées est réservé le droit de quitter librement l'Union. »

Il a suffi à certains étrangers, oublieux ou candides, de lire de telles formules sur le papier, pour tomber en extase : témoin les commentaires ornant la traduction anglaise du projet stalinien et signés du fabianiste Sidney Webb, du pacifiste Norman Angell, du professeur Bernard Pearce, etc. : « Le projet de Constitution soviétique, écrit Sidney Webb, sera tenu par l'historien futur pour plus important que la Constitution américaine de 1787 ou que la Constitution républicaine française de 1793. »

Une raison, parmi beaucoup d'autres, nous empêche de partager cet enthousiasme : les dispositions que nous venons de citer de la future Constitution stalinienne, nous les avons déjà lues, identiques, en 1923, dans la Constitution de l'U.R.S.S., alors promulguée et aujourd'hui encore en vigueur ; elles ne faisaient d'ailleurs que consacrer les principes antérieurement et hautement proclamés par les bolchéviks de « liberté et égalité des nationalités », de « destruction radicale de toute oppression des nationalités », de « liberté du développement national des peuples », etc., etc.

Or quiconque évoque l'histoire de la Russie soviétique depuis octobre 1917 constate que les moindres velléités de séparatisme y ont toujours été réprimées par la violence — notamment en Ukraine ou en Russie blanche ; que c'est de même par la violence qu'a été tentée sans succès la bolchévisation de la Finlande ; que c'est encore et toujours par la violence qu'a été réalisée, en Transcaucasie, l'annexion de la Géorgie. Cette dernière opération, menée

contre un gouvernement socialiste, fut marquée par de tels excès que Lénine lui-même s'en indigna et traita de « goujat brutal » le Géorgien qui, avec la collaboration de Dzerjinski, chef de la Tcheka, en était l'auteur responsable : dans ces conditions, la liberté des nationalités de sortir de l'Union, prévue dans la Constitution. « sera, — écrivait alors Lénine, — un chiffon de papier impuissant à défendre les allogènes de Russie ». Qui donc était ce Géorgien, bourreau de sa propre patrie ? Joseph Vissarionovitch Djougachvili, — autrement dit Staline !

Dira-t-on que cette histoire est vieille de quinze ans ? En voici une autre : elle est d'hier et prouve que les méthodes staliniennes ne changent pas.

Depuis le treizième siècle la région nommée Ingrie (en russe, Ingermanlandia), située entre la frontière esthonienne et la rive méridionale du lac Ladoga, comprenant le bassin de la Néva et jadis conquise par Pierre-le-Grand, est, dans les campagnes, peuplée de paysans finnois, au nombre (en 1917) d'un peu plus de 160.000, — dont 140.000 finnois luthériens et environ 20.000 orthodoxes originaires de Carélie. Ce sont des gens paisibles, inoffensifs, instruits, agriculteurs laborieux, auxquels, de par le traité russo-finlandais de Tartu (Dorpat), le gouvernement soviétique avait solennellement garanti le respect de leurs droits et coutumes de minorité ethnique.

Mais les Ingriens ayant le double tort d'être religieux et de préférer la propriété individuelle au communisme agraire, ce respect n'a pas tardé à se muer en persécution acharnée : actuellement les trente-deux paroisses luthériennes de l'Ingrie n'ont plus que deux pasteurs, quatre serviteurs du culte et un chantre ; l'école y

est devenue, surtout depuis un an, un moyen de russification forcée ; la collectivisation agraire y a été imposée, depuis 1928, avec une brutalité croissante. Enfin, depuis 1931, le gouvernement soviétique a entrepris de déraciner et de détruire systématiquement la population ingrienne elle-même ; jetés dans des wagons à bestiaux, les habitants de villages entiers ont été expédiés, pour y périr de misère et de froid, d'abord aux mines de Hiipina (Hibinogorsk, presque île de Kola), dans la toundra sibérienne et en Extrême-Orient ; dans la seule année 1931, 18.000 Ingriens eurent ce destin. En 1935, de 7.000 à 9.000 autres ont été envoyés dans les mêmes conditions aux plantations cotonnières du Turkestan : la plupart d'entre eux y ont péri. D'avril à juillet 1936, 43 villages de l'Ingrie, dont nous pourrions dire les noms, ont été vidés de leurs 8.000 habitants, cette fois charriés à destination de Tchérépovetz (rayons de Babayevo et de Kadoui) dans des fourgons portant, par une dérision cynique, l'écriteau : « Emigrants volontaires » ! Si bien que le quart du petit peuple ingrien a d'ores et déjà été dispersé et envoyé à une mort quasi certaine. Et l'on s'apprête à continuer ! Ajoutons encore ceci : en gare de Myllyoja, un groupe de ces infortunés s'étant, au moment où leur train s'ébranlait, permis de chanter le célèbre choral de Luther : « Notre Seigneur est une forteresse... », une fusillade les fit taire...

Puisse l'exemple des Ingriens, après celui des Transcauciens de Géorgie, instruire les Transpyréniens et les bien convaincre qu'en U.R.S.S. le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a été, est et reste, en dépit de toutes les Constitutions le droit de Staline à disposer des peuples.

VERAX, du « Journal des Débats ».

Les nations opprimées par Moscou et le danger de guerre

L'abaissement de l'âge militaire jusqu'à 19 ans grossit sensiblement les effectifs de l'armée soviétique. L'accroissement formidable des armements de l'U.R.S.S. inquiète ses voisins, et provoque automatiquement la course aux armements de toutes les grandes puissances. Mais le gouvernement soviétique jouit de beaucoup d'avantages en comparaison avec les autres Etats. La natalité dans l'U. R. S. S. est encore très élevée malgré la famine dont souffre une grande partie de la population. Le régime despotique permet au gouvernement soviétique de Moscou de mettre toutes les ressources immenses du pays au service de l'armée. Le travail forcé de plus de 6 millions de personnes ne coûte presque rien au gouvernement soviétique. Les réserves énormes de fer, de charbon, de pétrole et d'autres matières premières de l'U.R.S.S. rendent le gouvernement de Moscou à peu près indépendant de l'étranger, et font de lui un adversaire très dangereux. Mais ce n'est pas encore tout. L'expansion moscovite vers l'ouest a des traditions séculaires, et la passivité de millions d'esclaves moscovites est favorable à la création de hordes innombrables, toujours prêtes à détruire tout sur leur chemin.

Il est vrai que les masses moscovites se trouvent encore à un degré de civilisation très bas, et que leur valeur militaire de ce point de vue est assez médiocre. L'Europe est encore partagée entre deux camps hostiles. Moscou recrute encore ses alliés dans les Etats européens. Dans ces conditions, si l'U. R. S. S. était un Etat homogène du point de vue national, la domi-

nation de Moscou sur l'Europe et la ruine de la culture occidentale ne seraient plus qu'une question de temps.

Mais la nation moscovite ne constitue guère plus de la moitié de toute la population de l'U.R.S.S. Les Moscovites, d'après la statistique officielle de 1926, sont 78 millions environ, alors que la population totale de l'U. R. S. S., qui se compose de 88 nationalités, compte plus de 147 millions d'habitants. La lutte incessante des nations opprimées contre Moscou affaiblit et neutralise l'expansion moscovite. Le gouvernement soviétique n'ose pas attaquer ses voisins occidentaux parce qu'il a peur du soulèvement des soldats appartenant aux nations opprimées, et qu'il prévoit du sabotage à l'arrière.

Mais la lutte même des nations opprimées contre Moscou rend la guerre de l'U. R. S. S. contre l'Europe inévitable et cela, dans un avenir très prochain. L'expérience des 18 dernières années a prouvé tout à fait clairement que la collaboration pacifique entre Moscou et les nations opprimées est absolument impossible sous le régime bolchéviste, comme elle était impossible sous tout autre régime moscovite. La lutte constante entre Moscou et les nations opprimées rend impossible tout travail pacifique et productif en U. R. S. S., et augmente par là de plus en plus le danger d'une expansion moscovite contre les pays occidentaux. Le développement de l'impérialisme moscovite est la cause principale du militarisme rouge, qui devient un fardeau insupportable non seulement pour les nations opprimées, mais aussi pour l'Europe entière. Moscou se

trouve placée entre deux ennemis : les nations opprimées au-dedans et les puissances « fascistes » en dehors de l'U. R. S. S. Pour se protéger contre l'un de ses ennemis, Moscou doit anéantir l'autre, et c'est pourquoi le gouvernement soviétique, en exploitant les nations opprimées, se prépare à l'attaque de la Pologne et de l'Allemagne. Cette décision du Kremlin est affirmée par l'espoir de battre ses adversaires, selon l'expression de Vorochilov « avec les plus petits sacrifices », c'est-à-dire en sacrifiant la France et la petite Entente. Certains événements en Europe et dans l'U.R.S.S. même, obligent le Kremlin à hâter la réalisation de ses plans belliqueux. Le gouvernement soviétique redoute que les victoires des insurgés en Espagne ne provoquent une réaction antimoscovite en France et compromettent l'idée de « front populaire » en Europe. La controverse entre Moscou et la II^e Internationale provoquée par l'intervention en faveur de Zinoviev, Kamenev, etc., fut aussi un coup grave pour le « front populaire ».

D'autre part, la nouvelle constitution soviétique qui devait réaliser la concentration des forces du nationalisme moscovite dans toute l'U. R. S. S., se montrait pratiquement irréalisable. La campagne de purification des organisations communistes dans les républiques nationales, effectuée au printemps de l'année courante, a témoigné d'un accroissement très dangereux de la résistance en Ukraine, au Caucase, etc., contre le pouvoir de Moscou. La présence d'une forte opposition locale fut constatée jusque dans certaines régions moscovites de l'U. R. S. S. qui pouvaient profiter de la « constitution » imaginaire soviétique pour créer certaines difficultés au gouvernement de Moscou. La conséquence en fut qu'au lieu de la « constitution la plus démocratique du monde » le Kremlin a déclenché une horrible vague de terreur.

Le trotskisme dans les rangs de l'oligarchie et de la bureaucratie moscovite n'a rien de commun avec le mouvement des nations opprimées contre Moscou. Le trotskisme, comme courant radical du bolchévisme, est pour les nations opprimées haïssable au même titre que « la ligne générale » de Staline, d'ailleurs très souvent changée par lui. Le trotskisme, le léninisme et le stalinisme ne sont que des formes du rapace impérialisme moscovite contre lequel les nations opprimées luttent farouchement. Les efforts du gouvernement soviétique pour présenter les soulèvements actuels de la population des nations opprimées comme du trotskisme, en vue de justifier les persécutions cruelles de ces dernières, sont ridicules et ne peuvent tromper personne.

Le gouvernement soviétique qualifie maintenant de trotskisme le mouvement séparatiste lui-même en Ukraine, mouvement qu'il nommait hier encore, « le petlurisme », popularisant ainsi, sans le vouloir, le nom du héros ukrainien. La presse soviétique elle-même participe à ce mensonge ridicule en publiant que le fils du célèbre écrivain ukrainien, Yuryi Kotzubytskyi, récemment fusillé, préparait en 1934, avec des « trotskistes », la séparation de l'Ukraine d'avec l'U.R.S.S. Trotski, séparatiste ukrainien, est vraiment une trouvaille de la démagogie soviétique ...

Les *Izvestia*, la *Pravda* et autres journaux soviétiques signalaient déjà, avant le grand procès à Moscou des trotskistes de Kiev, Kharkov, Odessa, Dniepropetrovsk et d'autres régions de l'Ukraine, que le « trotskisme », c'est-à-dire le mouvement national ukrainien, avait pénétré non seulement dans les directions des fabriques, des kolkhoz, des sovkhos dans les institutions communistes comme la rédaction « *Visti* », organe central du parti communiste ukrainien, mais encore dans les comités de villes, de

rayons et de régions. Les mêmes « Izvestia » se plaignaient amèrement que « les nids trotskistes en Ukraine aient été découverts la plupart du temps non par les organisations locales, mais toujours par les organes du comité des affaires intérieures » (G. P. U.), c'est-à-dire que les organisations communistes locales ont partie liée avec la population ukrainienne contre le gouvernement central de Moscou. Ces communiqués de la presse soviétique sont particulièrement symptomatiques, si on les rapproche des communiqués récents de la presse étrangère sur les révoltes des populations affamées dans les rayons d'Odessa, de Poltava, de Konoïope, d'Isum et dans les autres régions de l'Ukraine. Ces révoltes ont été provoquées par la mauvaise moisson dans une grande partie de l'U. R. S., et par les réquisitions cruelles du blé pour l'armée rouge, qui possède déjà d'immenses réserves de denrées alimentaires.

Les « Izvestia » et la « Pravda » confessent aussi l'accroissement de la résistance contre le gouvernement en Ruthénie Blanche, en Géorgie, dans l'Azerbaïdjan, l'Ouzbekistan, etc. Le mouvement national dans ces pays également est qualifié par la presse moscovite de « trotskisme », mais en vérité ce mouvement antimoscovite est pour le Kremlin beaucoup plus dangereux que la lutte au sein de l'état-major bolchévik. C'est pourquoi Staline et consorts perdent la tête, renforcent l'armée rouge, accumulent d'innombrables troupes en Ukraine et répandent la terreur dans l'U. R. S. S. tout entière.

Le Kremlin rejette la responsabilité de ses difficultés actuelles, comme d'habitude, sur les épaules des Etats « fascistes », de l'Allemagne et de la Pologne. Les attaques de la presse soviétique pendant le procès de Moscou contre ces deux Etats ont dépassé toutes les limites admises dans les relations internationales. Les

expressions bolchévistes dirigées contre la presse polonaise ne peuvent être reproduites. Les attaques violentes de la presse soviétique, particulièrement contre la Pologne pendant les fêtes en l'honneur du généralissime Rydz-Smigly à Paris, prouvent clairement que le Kremlin est tout à fait mécontent de l'attitude française vis-à-vis de la Pologne. Une Pologne alliée de l'Allemagne est beaucoup plus désirable pour Moscou qu'une Pologne décidée à défendre à tout prix sa neutralité contre l'U. R. S. S. L'intégrité du territoire polonais garantie par les puissances occidentales détruit tout le plan d'expansion moscovite dirigé contre la Pologne. La première tâche de l'impérialisme moscovite est la conquête des régions ukrainiennes et blancruthéniennes de la Pologne, sans lesquelles la solution de la question nationale dans le sens moscovite, c'est-à-dire la soumission complète et l'assimilation de l'Ukraine et de la Ruthénie Blanche par les Moscovites, est inconcevable.

L'Ukraine, d'après le nombre de sa population, son vaste territoire, ses richesses naturelles et sa situation géopolitique, constitue le facteur décisif dans la lutte entre Moscou et les nations opprimées. D'ailleurs, l'Ukraine et la Ruthénie Blanche sont liées par la parenté de la langue, le voisinage géographique, les traditions historiques communes, ensuite par la lutte commune contre Moscou et par leur sort commun d'être partagées entre l'U. R. S. S. et la Pologne. L'Ukraine et la Ruthénie Blanche sont les points les plus névralgiques de l'Europe orientale, ceux qui menacent de plus en plus la paix européenne. La Russie tsariste préparait la guerre contre l'Autriche-Hongrie par une propagande russophile intensive en Galicie Orientale et en Ruthénie Subcarpathique. La conquête des régions ukrainiennes de la monarchie danubienne fut la tâche capitale de l'impérialisme mosco-

vite pendant la guerre mondiale. Le gouvernement de Moscou actuel se chargea pleinement de cet héritage de l'ancienne Russie. La défaite infligée à l'armée rouge devant les portes de Varsovie par l'armée polonaise et la résistance héroïque de l'armée ukrainienne en Galicie Orientale, ont sauvé des bolchéviks les régions de l'Ukraine et de la Ruthénie Blanche, actuellement dans les frontières de la Pologne. La présence du général Gamelin aux fêtes du quinzième anniversaire de la bataille de Varsovie, a une importance plus que symbolique. La rancœur moscovite pour la visite du général français à Varsovie était plus que fondée et fort compréhensible, les préparatifs de Moscou pour la conquête des régions ukrainiennes étant plus intensifs que jamais.

Des centres d'action bolchéviste en Ukraine Occidentale et en Ruthénie Blanche polonaise existent à Kiev et à Minsk depuis une quinzaine d'années. L'action moscovite en Pologne s'intensifia particulièrement après la conclusion de l'entente germano - polonaise, et elle se développa démesurément au printemps de cette année. Les révoltes sanglantes à Léopol, Cracovie, Khchaniw et dans d'autres villes et villages de la Pologne sont les résultats directs de la propagande et de la provocation des agents moscovites en Pologne. Ces agents recourent même à des méthodes terroristes contre la population ukrainienne qui s'oppose avec acharnement à l'action moscovite en Pologne. Quelques patriotes ukrainiens furent attaqués, blessés et même assassinés par les agents de Moscou ; leurs maisons et les locaux des sociétés ukrainiennes furent dévastés dans divers rayons de la Galicie Orientale. Mais les provocateurs bolchéviks qui troublaient les fêtes nationales ukrainiennes et même les messes dans les églises, ont été eux-mêmes maltraités et même tués par la foule excitée des paysans ukrainiens. Il est clair que le dé-

veloppement systématique des bagarres par les agents bolchéviks en Pologne doit préparer l'intervention moscovite sur le territoire ukrainien de la Pologne. Le député ukrainien de la Diète polonaise, Z. Pelenski, a indiqué lors du Congrès des Nationalités quel danger présente l'intervention moscovite dans les affaires touchant aux minorités de Pologne et d'autres Etats. Son avertissement mérite la plus grande attention.

Les efforts que fait le gouvernement de Moscou pour diriger contre l'Etat polonais le mouvement ukrainien national en Pologne sont restés sans succès. Le pays ukrainien de Pologne a repris, après la famine de 1932-33 son ancien rôle de Piémont pour l'Ukraine soviétique. L'exécution en masse des communistes ukrainiens occidentaux à Kiev, après l'assassinat de Kirov en 1934, a fait disparaître les dernières illusions, même parmi les communistes de la Galicie Orientale. La politique actuelle indépendante du gouvernement de Varsovie vis-à-vis de Moscou rencontre la sympathie de la population ukrainienne et ruthénienne blanche. Le triste exemple de la Tchécoslovaquie prouve que l'attitude de la Pologne vis-à-vis de Moscou est la seule possible. L'action soviétique en Pologne, et l'intervention de Moscou dans les relations entre les minorités nationales et les différents Etats, sont en connexion avec le problème des nationalités en U.R. S.S., en tant qu'obstacle insurmontable pour la solution du problème des minorités nationales ; c'est aussi un réel danger pour la paix européenne.

Le territoire des nations partagées entre la Pologne et l'U. R. S. S. est le pont entre Moscou et l'Europe, qui peut servir à une attaque du bolchévisme contre l'Occident, mais qui peut servir aussi pour une campagne pacifique de l'Europe culturelle contre le Kremlin. Les nations opprimées n'ont aucune attraction sociale ou culturelle sur les nations en dehors

de l'U. R. S. S., mais ces nations opprimées sont attirées puissamment par l'influence de l'Europe libératrice. L'Ukraine partagée entre quatre États peut jouer dans ce processus le rôle de médiatrice entre l'Europe et les nations opprimées de l'U. R. S. S. Il suffit de regarder la carte géographique de l'U. R. S. S. pour comprendre le rôle de l'Ukraine dans la lutte des nations opprimées contre Moscou. Les minorités ukrainiennes dans les régions du Don et du Caucase du Nord, et la population ukrainienne du Kouban, relient l'Ukraine au pays des Cosaques hostiles à Moscou, et aux républiques dites indépendantes du Caucase, Géorgie, Azerbeïdjan, Arménie. Plus de 3 millions de minorités ukrainiennes habitent en Sibérie, en Asie Centrale et sur l'Amour, dans le voisinage de la Mandchourie. Les Ukrainiens, qui comptent presque la moitié de la population allogène et presque le quart de toute la population de l'U. R. S. S. groupent autour d'eux toutes les autres nations opprimées et présentent une base pour la lutte commune contre Moscou. Les autres nations ne peuvent résister contre Moscou qu'en s'appuyant sur l'Ukraine, obliger même l'oligarchie moscovite à chercher, d'ailleurs vainement une conciliation avec les nations opprimées.

Il est très regrettable que ni la lutte des nations opprimées contre Moscou, ni l'importance de l'Ukraine dans cette lutte, ne trouvent une compréhension suffisante chez les adversaires de Moscou en Europe. On ne conçoit pas en Europe que la lutte des nationalités en U.R.S.S. est la source de tous ces conflits, économiques, sociaux, culturels, etc., et que cette lutte exclut toute conciliation entre le gouvernement soviétique et la population, comme toute évolution du régime bolchévik. Il faudrait que les hommes d'État responsables de la sécurité de l'Europe et de sa défense contre le danger bolchévik sachent

que la terreur qui pèse aujourd'hui sur les nations opprimées tend à briser leur résistance et à protéger l'arrière-garde des armées rouges prêtes à marcher contre l'Europe. Une liaison logique existe entre les armements formidables du gouvernement soviétique et les nouvelles et cruelles persécutions des nations opprimées. La nation ukrainienne peut rappeler à ses voisins occidentaux les paroles qui furent prononcées au XIII^e siècle avant l'attaque des hordes de Gengis Khan : « Nous sommes attaqués aujourd'hui, demain ce sera votre tour. »

La compréhension nécessaire de la question des nationalités en U.R.S.S. par les adversaires de Moscou, et la politique juste et pacifique en faveur des nations opprimées, peuvent non seulement affaiblir les forces de Moscou, mais même prévenir la guerre générale. En s'appuyant sur la supériorité de ses armements et sur le « front populaire » en France, le gouvernement de Moscou s'efforce de provoquer la guerre le plus rapidement possible. Le temps ne travaille pas pour Moscou. Les armements des voisins occidentaux de l'U. R. S. S., la réaction provoquée en France par les événements espagnols et l'accroissement des forces des nations opprimées, menacent de réduire à néant les plans belliqueux de Moscou. Moscou s'efforce vainement de voiler par sa démagogie pacifique ses derniers préparatifs de guerre. La paix en Europe signifie la mort de l'U. R. S. S. L'isolement de Moscou n'est qu'une question de temps. Et l'isolement de Moscou signifie la dislocation de l'U. R. S. S. et la délivrance des républiques nationales.

Les nations opprimées n'ont besoin d'aucune intervention de la part des adversaires de Moscou. Elles demandent à l'Europe seulement de constater la nature réelle des relations existantes entre elles et Moscou, et de tirer toutes les conséquences nécessaires de cette constatation.

Ces nations qui appartiennent à la famille des nations culturelles européennes ont le droit d'exiger pour elles l'application des normes internationales reconnues par le gouvernement moscovite lui-même. La réciprocité est la base des relations internationales. La publicité et la presse européennes doivent avoir en U.R.S.S. les mêmes droits dont jouissent les bolchéviks moscovites dans l'Europe entière. La vérité sur la situation des nations opprimées vaut toute une armée, et cette vérité doit être rétablie.

La diplomatie soviétique s'efforce de transformer la Société des Nations en machine de guerre du fait de la réforme proposée par M. Litvinov. Mais la S. d. N. peut être encore le moyen qui permettra de lutter pacifiquement contre Moscou. L'U. R. S. S. est membre de la S. d. N., et cette dernière a le droit de protéger les femmes et les enfants exploités et affamés. Le Bureau International du Travail se doit de protester contre le travail forcé de millions de sujets soviétiques, et il pourra constater facilement le pourcentage de gens appartenant aux nations opprimées dans les camps de travail forcé. La S. d. N. a toute facilité pour constater que l'es-

clavage en U. R. S. S. s'est développé beaucoup plus que dans l'ancienne Ethiopie, que le G. P. U. vend des millions d'esclaves blancs à des entreprises demi-étatiques. Il n'est pas douteux qu'une étude approfondie des relations entre les nations opprimées et Moscou rendrait la présence de la délégation soviétique à Genève absolument impossible.

La lutte des nations opprimées, contre Moscou, pour leur liberté et leur indépendance est également une lutte pour la paix européenne menacée par le gouvernement soviétique. En acceptant la délégation soviétique à Genève, les membres de la S. d. N. ont accru considérablement la crise politique en Europe, crise susceptible de provoquer à chaque instant des hostilités entre les peuples européens. Les représentants des nations opprimées ont protesté énergiquement et solennellement contre l'entrée du Gouvernement soviétique à la S. d. N., et ils ne cesseront de lutter par tous les moyens légaux pour l'exclusion de Moscou de la communauté des nations culturelles et pacifiques. Moscou, c'est la guerre !

M. DANKO.

L'Ukraine soviétique

(Fin)

Les autorités soviétiques emploient tous les moyens pour unifier l'Ukraine au reste de l'U.R.S.S. Elles veulent même créer des traditions d'une lutte pour la libération de l'Ukraine, afin de combler la brèche faite dans la mentalité de la jeunesse ; elles essaient de faire revivre des moments de la guerre civile et tâchent par exemple de créer une légende autour de la figure de Tchors, commandant d'une division sovié-

tique portant le nom de « division de Tatarscha », tué en 1919 au cours des batailles contre l'armée ukrainienne de Galicie. Il est représenté comme un héros populaire ukrainien ; un film de sa vie et de son activité a été créé sur commande (1934). Mais l'essai de ce film n'a pas réussi et le film même n'a pas encore paru. Il est très intéressant de voir que le pouvoir soviétique qui cherche à créer des

traditions d'une lutte libératrice, prive ces mêmes traditions de tout contenu national et ne leur laisse qu'une forme ukrainienne. Il faut, en effet, se souvenir que Tchors lui-même n'était pas un Ukrainien, mais un Russe du gouvernement de Tchernihiv, et la division de Tarastcha au temps où Tchors la commandait n'était ukrainienne que de forme, car elle était complétée par des Russes.

Au commencement de l'année 1919, elle était encore composée en majeure partie d'Ukrainiens, recrutés parmi ceux qui avaient été se réfugier en Moscovie durant l'été de 1918, après les soulèvements contre l'Hetman et les Allemands, et qui avaient été formés là en « division ukrainienne soviétique » ; mais plus tard, elle se composa exclusivement de Russes.

Le commissaire du peuple, Skrypnyk, fut l'objet d'un blâme sévère, en son temps, parce qu'il avait osé rattacher la tradition des « Cosaques rouges » de 1918-1919 à la tradition des haïdamaks de l'ancien ataman Zaliznak, chanté par Chevtchenko. On lui fit savoir que Zalizniak était le représentant des « éléments petit-bourgeois » et non de la classe active des travailleurs de l'Ukraine.

Tout le mérite de la libération de l'Ukraine du « joug capitaliste » est attribué exclusivement à la « garde rouge » russe et à l'armée soviétique, bien qu'en 1918 les bolcheviks russes juraient que l'Ukraine était attaquée non par l'armée des Soviets, mais exclusivement par les ouvriers et les paysans ukrainiens mécontents du directoire de la République Ukrainienne et que les bolcheviks russes aient eu sur ce terrain des malentendus avec Skrypnyk qui voulait grossir le rôle des « Cosaques rouges » et du prolétariat ukrainien.

Dans les derniers temps toutes les mesures des bolcheviks en Ukraine portent la marque de préparations militaires. Par un décret du 6 mai 1935, de nouveaux dis-

tricts ont été créés le long de la frontière polono-soviétique, notamment ceux de Korosten, de Zviahel, de Chepetivka (région de Kiev), de Ploskir, Kamenetz, et Mohyliv (région de Vinnitza). On a introduit par là un organisme nouveau entre l'administration de la région et celle des cantons, pour pouvoir mieux contrôler l'administration des districts qui, comme on le voit, est encore loin de la perfection au point de vue de la préparation technique et administrative. Il n'y a pas longtemps on a de nouveau divisé la région militaire ukrainienne en deux régions : celle de Kiev et celle de Kharkiv ; cette mesure a pour but de séparer les préparations militaires des territoires proches du théâtre d'une guerre éventuelle et en même temps de relier les arrière-lignes (le district militaire intérieur). L'industrialisation de l'Ukraine soviétique se fait également sous le signe des nécessités militaires ; sur la rive droite du Dniro on ne remarque qu'une concentration industrielle de peu d'importance dans les régions de Kiev et d'Odessa ; par contre, la rive gauche s'industrialise beaucoup plus vite et de façon beaucoup plus accentuée.

Pourtant les Soviets ont peur d'un choc militaire et ils ont raison. Tous leurs efforts sont dirigés en vue de paralyser une menace possible et c'est dans cette direction qu'ils mènent leur action légale et illégale (Komintern) au-delà des frontières de l'U.R.S.S. On propage la création du front commun populaire contre le fascisme, on donne par le Komintern des instructions pour soutenir les demandes des minorités nationales sur les territoires des puissances capitaliste dans le but d'affaiblir ces puissances. De même que la Russie tsariste qui se proclamait toujours libératrice des peuples slaves, les oppressait et les dénationalisait, l'U.R.S.S. s'affiche comme le défenseur et le libérateur (in spe) du prolétariat des pays capitalistes et poursuit en même temps par tous les

moyens l'unification des républiques « indépendantes » soviétiques et ne s'arrête même pas à l'idée de répandre la famine et de provoquer la ruine de provinces entières.

Le pouvoir soviétique a peur aussi de la conscience nationale qui croît sans cesse en Ukraine. Dans la masse des paysans, une partie est tout à fait consciente. Une plus grande partie encore n'a pris conscience que maintenant, après la famine et les représailles. Cette conscience est aujourd'hui universelle, mais n'est pas encore suffisamment profonde pour qu'on puisse baser sur elle seule le plan de la séparation de l'Ukraine et de Moscou. Il ne faut pas oublier que l'organisation des éléments hostiles à Moscou est impossible actuellement grâce à un système perfectionné et à des représailles cruelles. Il y a pourtant des essais d'organisation parmi les intellectuels ukrainiens. Popov, secrétaire du parti communiste en Ukraine, et Balitski, chef de la Guépéou, en parlent. Ils citent des documents trouvés après la liquidation des organisations antisoviétiques. Ses documents contiennent des indications sur le moyen d'agir contre le pouvoir soviétique et de mener une action souterraine (« Visti », N° 279, 1933). Ils donnent un programme suivant la tradition cosaque et recommandent une action très secrète et la concentration de toutes

les forces anticommunistes en cas de guerre (discours de Balitski au XII^e congrès du parti communiste de l'Ukraine en 1934).

Nous trouvons la confirmation de ces intentions hostiles dans le journal de l'émigration russe à Paris « Les Dernières Nouvelles », dans les articles-souvenirs « La Russie dans les camps de concentration » publiés l'année dernière. L'auteur de ces « souvenirs » rencontre dans ces camps, un intellectuel ukrainien qui, au cours de leur conversation lui a déclaré la nécessité absolue d'un isolement de l'Ukraine contre les influences de Moscou qu'il considérait comme néfastes. Et combien n'y a-t-il pas encore de tels intellectuels en Ukraine ? Il ne serait pas facile de les détruire tous !

Comme on le voit l'expression de la négation du pouvoir soviétique en Ukraine est universelle et très profonde et elle se manifeste sous des formes très variées. L'hostilité envers Moscou augmente chaque jour et, tôt ou tard, elle trouvera les conditions favorables pour s'épanouir, que ce soit par la dislocation intérieure du parti au pouvoir, ou grâce aux forces internationales, ou enfin grâce à une révolution et au soulèvement général des peuples subjugués par Moscou.

G. NAUMENKO.

L'unité du Caucase

Dans le but de mettre le lecteur au courant des différents aspects, de la vie politique des Montagnards du Caucase au début de ce siècle nous essayerons de donner un aperçu des causes qui ont amené les tribus montagnardes à se grouper, à proclamer leur indépendance, à créer et

à défendre la confédération caucasienne.

Les traits essentiels de la pensée nationale de notre pays ont une existence séculaire. Les peuples du Caucase du Nord ont subi bien des cataclysmes, bien des tragédies avant que cette pensée politique ne parvint à avoir conscience de la com-

munauté et de l'appartenance de toutes les tribus montagnardes à une seule et même nation.

La situation géographique du Caucase, (Porte qui d'Asie mène en Europe), les incessantes incursions des puissants Etats voisins : Perse, Turquie et Russie, empêchèrent pour de nombreux siècles la constitution des Etats-Unis du Caucase.

La lutte des Montagnards du Caucase pour leur indépendance remonte à cinq siècles, mais le travail de groupement des tribus nord-caucasiennes remonte à des temps bien plus lointains. Ce travail de groupement de tribus nord-caucasiennes s'effectua dans la partie Nord-Ouest de la Kabarda et dans la partie Sud-Est du Daghestan par de puissantes tribus. Mais aucun de ces Etats féodaux aristocratiques ne songeait à céder la priorité dans le processus d'unification du Caucase du Nord. Cette unification du reste, était d'autant plus difficile à se constituer que des dissensions intestines entre princes ne cessaient de se produire.

Vers le milieu du XV^e siècle, les Khans de Crimée font leur apparition. En 1453 les Turcs s'emparent de Constantinople et leur influence s'étend bientôt sur le khanat de Crimée; ce dernier à son tour commence à exercer ses menées agressives contre la Kabardie. C'est alors que pour défendre son indépendance menacée, la Kabardie se met à la recherche d'un allié. Elle crut l'avoir trouvé en la Moscovie qui, à l'époque (1556) venait de prendre pied à Astrakhan. La Kabardie conclut donc une alliance militaire, défensive avec Moscou; il s'ensuivit un échange de représentants et des accords commerciaux sont conclus. Le tsar de Moscou Jean le Terrible, désireux d'affermir son alliance avec la Kabardie en lutte contre la Crimée se marie à la fille du prince Kabardien Temruk-Maïram (1561).

Cette alliance défensive de la Kabarda avec la Russie se prolongea 160 ans. Mais

voici que la Crimée commence à perdre de sa force, tandis que la Russie s'établit à Azov en 1709. A peine installée la Russie commence à réaliser ses plans agressifs par rapport au Caucase.

Les visées de la Turquie et de la Russie sur la Kabarda amenèrent la reconnaissance de la Kabarda en tant qu'Etat en 1739, grâce à l'intremise de l'ambassadeur près la Sublime Porte, M. Villeneuve.

Cependant la Russie n'en continua pas moins à poursuivre ses plans de conquête au Caucase; elle construisit fièvreusement toute une série de fortins de Stavropol à Kizliar qu'elle peupla d'éléments militaires, s'efforçant en même temps de maintenir le désaccord entre les différents princes kabardiens. Les Turcs, de leur côté, ne furent pas moins agissants.

L'avance russe fut facilitée par les dissensions entre chefs kabardiens, dissensions qui allaient fatalement entraîner la perte de l'indépendance par la Kabardie. A partir de 1765 commencent les conflits armés et périodiques entre Russes et Kabardiens. De forts contingents de troupes russes arrivent incessamment sur le front de Kabardie. Les batailles, toujours sanglantes, succèdent aux batailles. L'une de ces batailles eut lieu en 1768, sur la rivière Echkakone. Les Kabardiens sont commandés par le prince Devlet-Gueréi Kassaev, les Russes par le major de Medem. Les Russes subirent de lourdes pertes. Un traité de paix termina cette guerre et l'on procéda à un échange de représentants. Cette guerre fut favorable aux Russes du fait, exclusivement, de la trahison du prince Kourgoko Kontchokhine, de la Petite Kabardie qui, ayant embrassé l'Orthodoxie se retira par delà le Térék.

Le khanat de Crimée devenu l'allié des Kabardiens ne peut rétablir une situation, fort compromise à l'époque. Par le traité de Karassou en 1772 avec les Criméens et par celui de Koutchouk - Kainardji avec les Turcs en 1774, la Russie reprend

... toute sa liberté d'action par rapport à la Kabardie. Les travaux de défense établis depuis le Don jusqu'à Mosdok sur le Terek venaient d'être achevés. La lutte reprend en 1779. Des combats acharnés se livrent au pied des montagnes du Bechtaou et sur les bords du Podkoumak. Les Russes, commandés par les généraux Fabritsian et Jakobi prirent l'offensive et, supérieurs en nombre, écrasèrent les Kabardiens. La Kabardie fut contrainte de payer une forte rançon à la Russie et c'est ainsi que ce pays fut obligé de se soumettre nominale-ment encore, à la Russie, car les Russes s'abstinrent de pénétrer à l'intérieur du pays.

La mainmise sur la Kabardie n'eut lieu qu'après l'annexion de la Géorgie à la Russie, en 1801 et la conquête du Karatchaï en 1828 par le général Emanuel.

L'annexion du Karatchaï à la Russie et la construction du fort de Bourgoustan en 1825 au point où l'Echkakon se jette dans le Padkoumak et de Khoumari sur le Kouban, un peu au-dessus de la rivière Tiberda permirent aux Russes d'isoler la Kabardie du pays tcherkesse. Dans le même temps, toute une série de postes fortifiés sur la rive gauche du Terek, tels que ceux de Kotliarevski, d'Alexandrovski, de Zmeïski, et jusqu'aux montagnes du Caucase, permit de séparer la Grande Kabardie, de la Petite Kabardie en attendant l'annexion pure et simple de toute la Kabardie. Le pays fut couvert de postes fortifiés, ses riches pâturages lui furent ravés ainsi que ses terres de labour et bientôt ce ne fut que pillages, incendies et ruines. La Kabardie, si florissante autrefois fut convertie en désert et la nuit s'étendit sur le pays.

Cependant, le sentiment national ne mourut point, il se conserva intact, se raffermi même, se développa, si bien qu'à la révolution de février 1917 ce sentiment national se manifesta plus vivace que jamais et s'amplifia parallèlement avec ce-

lui des autres tribus caucasiennes pour se fondre en un seul et même idéal national.

Plus au sud, ou plutôt au sud-est de la grande chaîne du Caucase s'étendait le Daghestan, convoité également par la Russie. Par le traité russo - persan de 1813, la Russie se trouva libre dans ses mouvements par rapport au Daghestan. Trop faible à ce moment pour résister, ce pays divisé entre divers féodaux ne tarda pas à tomber sous la domination des Russes. Cependant un changement s'opère dans le régime de ce pays, au féodalisme incarné par les Khans succède le muridisme qui, allant se développant, atteint son apogée au Daghestan et en Tchetchnie avec Chamyl, de 1834 à 1859.

Chamyl sut grouper toutes les tribus montagnardes sous l'étendard de l'imamat. Tout en luttant contre les forces agressives des Russes, Chamyl créait un régime administratif Nord-Caucasien et nommait ses naïbs à la tête des districts qui comptaient de 2.000 à 7.000 foyers. L'imam gouvernait en s'appuyant sur les lois et usages de l'adat, du mouslahat, du chariat et du tarikat.

Sous le nom « adat », il faut entendre un ensemble de lois usuelles orales qui se transmettaient d'une génération à l'autre, principalement en Kabardie.

Le « Mouslahat » était une sorte de droit international qui réglait les rapports entre tribus.

Le « Chariat » était un recueil de lois civiles et criminelles basées sur le Coran.

Le « tarikat » était une interprétation du Coran faite par l'Imam ; c'est d'après le tarikat que l'Imam dirigeait la vie politique et publique du pays. Les murides étaient les exécuteurs fidèles du tarikat. L'Imam Chamyl s'efforçait de diffuser ce système administratif parmi les masses. Les mollahs favorisaient ses desseins, étant très désireux eux-mêmes de voir passer l'autorité, des mains laïques aux mains du clergé.

En dehors du Daghestan, le muridisme s'implanta en Tchetchnie où Chamyl, au début, étendit son influence grâce à l'autorité de certaines personnalités locales telles que Tachaf-Hadji, Ahverdi-Magoma et Chougaiïb-Hadji. Le muridisme pénétra aussi en Ingouchétie, plus faiblement dans la Petite-Kabarda et dans la Circassie occidentale.

Après la chute de Chamyl et de l'imamat, le muridisme glisse insensiblement vers le cheikhisme qui prend fortement position en Tchetchnie.

Le clergé s'efforce de conserver son influence, aussi vit-on divers mollahs se déclarer cheikhs. Ces saintons s'attribuaient le droit exclusif d'interpréter le Coran ; chacun de ces cheikhs avait ses disciples et bien souvent ils étaient en état d'hostilité entre eux et, par suite, entre sectes. Les autorités russes ne manquaient pas de favoriser ces dissensions entre sectes.

Ainsi l'opinion publique de la Tchetch-

nie et, en partie du Daghestan, grâce au muridisme, s'éloigna de sa véritable voie historique, voie d'organisation d'un Etat démocratique dans laquelle s'engagea à l'époque le pays tcherkesse. L'élite cultivée, d'avant la révolution, sut diriger l'opinion publique des Montagnards vers la création d'une république soviéto-démocratique. Rien ne peut mieux le confirmer que le choix qui fut fait, au cours des congrès qui eurent lieu en Tchetchnie et au Daghestan pendant la période révolutionnaire, de représentants intellectuels laïques et non de cheikhs et de mollahs, dans les rouages administratifs.

Ajoutons que dans le temps même où apparaissait et se développait le muridisme au sud-est du pays nord-caucasien, l'idée d'une république démocratique commençait à germer dans le nord-ouest du pays tcherkesse.

(à suivre)

CHAKMAN.

La situation des ouvriers en Union soviétique

D'un grand intérêt est la brochure que vient de publier M. Yvon, membre du parti communiste français. M. Yvon a longtemps habité l'Union soviétique, observant la vie politique de ce pays dans lequel il a travaillé en qualité d'ouvrier dans les usines et fabriques. De retour en France, il a voulu faire part de ses impressions aux milieux français et, à cet effet, il a publié un livre intitulé : « Ce qu'est devenue la Révolution Russe ».

Dans ce petit livre, ledit membre du parti communiste décrit et analyse les conditions de travail en Union soviétique,

aussi, son point de vue sur cette question est-il pour nous d'un grand intérêt, d'abord, parce que M. Yvon est de retour depuis peu de la Russie soviétique et qu'ensuite, son analyse, l'analyse d'un communiste, ne saurait susciter de doutes quant à son impartialité.

Au moment où en France, le problème du travail — question des salaires et de durée du travail — a été posé dans toute sa gravité, que nous avons été témoins de ce brûlant conflit entre la classe ouvrière et le patronat, conflit qui a trouvé une solution plus ou moins satisfaisante, grâ-

ce principalement à la sage intervention du président du Conseil des Ministres, M. Léon Blum, nous ne saurions, disons-nous, nous désintéresser de la situation des ouvriers en Union soviétique.

M. Yvon commence par déclarer que de 1921 à 1930 la durée de travail des ouvriers était de 6 jours par semaine : les dimanches et jours de fête étaient des journées de repos. Il convient ici d'ajouter qu'en Russie les fêtes sont nombreuses : tantôt des fêtes religieuses, tantôt des fêtes révolutionnaires ; ces dernières ayant remplacé les jours de fête du tsar. Lors de la déclaration du premier plan quinquennal, il fut établi une semaine de cinq jours, ensuite « un roulement fut établi, d'après lequel, chaque ouvrier se reposait un jour sur cinq ».

Ce système, comme bien on pense, apparut fort compliqué, et il ne donna pas les résultats attendus. Le gouvernement soviétique revint à l'ancienne semaine de six jours de travail, et des jours « de congé » furent établis, identiques pour tous, selon un tableau fixé d'avance : le sixième, le douzième, le dix-huitième et le trentième jour de chaque mois, auxquels il fallait ajouter cinq jours de fêtes révolutionnaires dans le courant de l'année. M. Yvon constate de ce fait, une augmentation des heures de travail : « Les huit dimanches supplémentaires (60 au lieu de 52 par an) ne compensent pas en effet, la suppression des 15 jours de fêtes religieuses non dominicales, dont les Russes avaient coutume de profiter ».

A partir du 1^{er} octobre 1933, la législation ouvrière soviétique fixa à sept heures la durée du travail journalier dans les mines, sans tenir compte de la montée ou de la descente. Inutile de dire qu'une telle journée ouvrière est peu profitable au travail et à la santé. Il est vrai que pour les ouvriers de 13 à 18 ans, la journée de travail avait été fixée à six heures.

L'on constate qu'au pays des Soviets l'on trouve des lois très libérales ... sur le papier, rien que sur le papier. Et quant à la manière dont on traite les ouvriers dans un Etat prolétarien et dont on les exploite, rapportons - nous - en aux déclarations de notre communiste, de celui qui a travaillé là-bas dans les usines et fabriques.

« Les ouvriers, dit M. Yvon, ont leurs heures supplémentaires payées à raison d'une fois et demie le tarif pour les deux premières heures, et du double pour les suivantes. Mais la pratique des heures supplémentaires n'est courante que chez les ouvriers de l'entretien ; pour la généralité des travailleurs, les entorses à la journée de 7 heures prennent une autre forme : « quand le « plan » a prévu plus que ce que l'usine peut donner ou lorsque, par émulation socialiste, la direction de l'usine veut le réaliser avant terme, le comité syndical d'usine fait « décréter » par les travailleurs qu'ils « offrent leur temps de repos à la révolution » en travaillant pendant le jour de repos ; il arrive même qu'on leur fait « offrir » également le salaire de cette journée pour l'« aviation » ou l'« armée rouge ». Deux offrandes d'un même coup.

« Cette pratique est répandue partout : en 1933, dans l'usine métallurgique de Moscou où nous travaillons, le syndicat fit « voter » par les ouvriers le travail sans repos pendant un mois (jusqu'au 6 décembre) pour compenser le temps perdu pendant les fêtes révolutionnaires des 7 et 8 novembre. Durant quatre « dimanches » de suite, les équipes de nuit comme de jour travaillèrent ; trois furent payés, le quatrième fut « offert » à l'aviation. Est-il besoin d'ajouter que sur la fin la fatigue était extrême ? Sous la forme des « samedis communistes », l'ouvrier peut également être amené à « offrir » d'aller travailler pendant ses jours de repos hors

de l'usine et sans rémunération ».

Voilà donc à quelles machinations a recours le gouvernement soviétique pour pressurer les sous de la classe ouvrière. Pour obliger les ouvriers à travailler plus que les normes établies, le gouvernement fait appel au sentiment des travailleurs en tant que classe, marchant à la tête du prolétariat mondial ; il leur fixe un salaire spécial pour les heures supplémentaires, encourage par tous les moyens le système dit « stakhanovien », qui rappelle le système Taylor en Occident, en pire, abandonné par les pays industriels en tant que système anti-humanitaire. Hâtons-nous d'ajouter que les salaires en Union soviétique sont plus bas que dans les autres pays. Avec cet argent, les ouvriers mènent une vie de famine, une existence malheureuse. En aucun point du globe, un ouvrier ne consentirait à vivre dans les conditions d'un ouvrier en U. R. S. S.

La presse soviétique elle-même reconnaît que les ouvriers travaillent dans des locaux fermés pendant quinze heures par jour, justifiant cet état de choses par la nécessité de soutenir le régime. De tels aveux se rencontrent dans la « Pravda »,

les « Izvestia », le « Troud », organe du Commissariat du Travail.

Un exemple pris au hasard dans le « Troud » du 21 mars 1934 suffira pour montrer le bien fondé de ce que nous avançons. Il y est dit qu'à la fonderie de Tcherepovetz, des mois durant on y travaille quinze heures par jour.

Nulle part, dans aucun pays du monde, les autorités gouvernementales ne permettent aux ouvriers de travailler plus de 48 heures par semaine ; à cet effet des lois ont été votées par les « parlements bourgeois », la journée de huit heures a été appliquée, des accords collectifs ont été signés, accords qui assurent à l'ouvrier un salaire satisfaisant, des assurances sociales ont été établies, etc. etc.

Du livre de M. Yvon, ouvrier et communiste ayant passé de longues années en Union soviétique, il appert que la situation de l'ouvrier au pays des Soviets est vraiment tragique et que l'atmosphère dans laquelle il travaille est infernale. Le travail de l'ouvrier est l'objet d'une exploitation sans précédent, pire qu'au moyen-âge. Et cela se passe dans le pays qui a proclamé la « dictature des ouvriers ».

*
**

L'industrie du naphte

Les journaux soviétiques aiment bien à parler des « succès » sans fin obtenus dans les différents domaines en U.R.S.S. Dans ces louanges à leur système économique et industriel, aussi bien qu'à eux-mêmes, les bolcheviks ne peuvent évidemment pas passer sous silence l'industrie du naphte azerbaïdjanien qu'ils se sont appropriée. Le naphte est devenu pour eux le principal objet d'échange et de spéculation sur le marché mondial ; c'est grâce

au naphte, aux immenses ressources qu'ils en retirent, que la possibilité leur est donnée de continuer l'oeuvre de la révolution mondiale commencée dans les différents pays du monde.

L'Azerbaïdjan et son naphte jouent depuis longtemps un rôle considérable dans l'économie mondiale. Déjà bien avant la venue du bolchevisme, l'Azerbaïdjan, le rayon de Bakou en particulier, occupait la deuxième place pour la production du naphte

dans le monde. La guerre, du fait des conditions anormales du travail qu'elle comporte fit baisser la production du naphte, donnant en même temps à d'autres pays moins atteints par la guerre, la possibilité d'accroître la production. Par contre, l'Azerbaïdjan conserva ses réserves de naphte dont le rendement serait bien plus considérable si l'on avait recours à des méthodes plus adéquates que celles qu'utilisent de nos jours les bolcheviks. Ce n'est un secret pour personne que les méthodes actuelles de travail ont complètement épuisé certains rayons. Le fameux plan quinquennal avec son intensification à outrance de la production sans tenir compte des suites qu'il devait fatalement entraîner ne manque pas de faire sentir de nos jours ses effets. Le désir d'exécuter de « dépasser » même, à tout prix, le plan déjà fixé, guidait le travail des bolcheviks et, de ce fait, l'industrie du naphte, dans son entier, en fut fortement affectée. C'est ainsi, par exemple, que les travaux de sondage dans le rayon de Bakou, à l'époque d'avant-guerre, s'effectuaient au moyen de forages à la main ou de machines dont la vitesse laissait beaucoup à désirer. Le forage d'un puits ne demandait pas moins d'une année et quelquefois davantage. Or, déjà en ce temps-là on commença à parler de la nécessité d'utiliser les méthodes américaines de forage électrique qui permettent le forage d'un puits en deux mois. C'était là un avantage évidemment, aussi quelques gros industriels de naphte azerbaïdjanais se mirent-ils à organiser sérieusement des exploitations de ce genre.

En peu de temps, tous les forages dans ledit rayon furent électriques ; les bolcheviks se devaient de les pousser au maximum. Ces méthodes permettent certainement d'intensifier considérablement la production, mais, utilisées par les bolcheviks, elles offrent de gros défauts : tout

d'abord, avec ce forage l'estimation de la profondeur du puits, conséquemment de la couche de naphte à exploiter se fait d'avance, alors qu'avec les anciennes méthodes, chaque mètre de terre était analysé et classé. Avec les nouvelles méthodes, le travail se fait sans arrêt jusqu'à forage complet du puits et il arrive qu'on se trompe dans les calculs et qu'on dépasse la couche de naphte sans s'en apercevoir et l'on gâte ainsi toute une poche de naphte.

Le jet de naphte ainsi capté est exploité intensivement sans qu'il soit tenu compte des lamentables résultats qui vont suivre.

Effectivement, les bolcheviks se plaisent à parler de l'accroissement de la production en Azerbaïdjan, par rapport aux années précédentes et, à l'appui, ils étalent des chiffres. C'est ainsi, par exemple, que pour l'année 1913, la production du naphte se chiffrait par 13 millions de tonnes, alors qu'en 1935 elle a atteint 20 millions de tonnes, pour monter en 1936, à 23 millions. Nous nous garderons bien, évidemment, de discuter ces chiffres ou de les critiquer. Ce qui nous intéresse et qui nous montrera que la situation de l'industrie pétrolière est toute autre avec les nouveaux moyens d'exploitation et d'organisation des bolcheviks, c'est ce qui suit :

Tout d'abord, constatons que la production du naphte en 1913 et pendant les années qui suivirent alla se développant d'une manière tout à fait normale sans avoir besoin de recourir à des plans mondiaux et autres. La surface des terrains pétrolifères en exploitation en 1920 ne dépassait pas 1.700 hectares. Après la venue des bolcheviks, et en connexion avec leur programme d'exploitation, alors que le rendement devait sans cesse être intensifié, la surface des champs de naphte en exploitation atteignit 7.000 hectares.

Cette différence de surface exploitable et les résultats acquis sont suffisamment

éloquents pour qu'il soit besoin de s'y arrêter. Si l'on compare l'écart considérable qui se dégage entre le champ pétrolifère ainsi élargi et livré au forage et la quantité de naphte qui en fut extraite, l'on constatera plutôt une diminution qu'une augmentation de la production. La cause en est certainement, pour une grande part, à la manière clandestine de pomper le naphte des entrailles de la terre, méthode dont usent sans ménagement les bolcheviks.

Les anciens champs pétroliers tels que ceux de Sabountchi et de Balakhana ne produisent de nos jours presque plus rien et quant aux nouveaux, ils se trouvent dans des mains inexpérimentées, disons même sportives, dont le résultat final aboutit à la ruine et à l'épuisement complet de ces nouveaux champs d'exploitation.

La seule consolation que nous puissions avoir, c'est de penser que les bolcheviks n'auront pas le temps de piller toutes ces richesses nationales qui font partie de notre patrimoine.

Faut-il ajouter que toute une série de nouveaux plans, de nouvelles constructions et projets ne sont pas l'oeuvre des bolcheviks. Tous ces plans, tous ces projets avaient été faits avant leur arrivée, mais ils n'avaient point été exécutés en raison de considérations diverses. Parmi les plans ainsi utilisés par les bolcheviks il convient de citer l'assèchement du golfe formé par les caps Baïlov et Bibi-Eybat, près de Bakou. Ce projet existait depuis longtemps et les recherches géologiques ont donné de très bons résultats, tant en ce qui concerne le naphte que la terre qui constitue le fond du golfe. Cet assèchement fut même commencé en 1912 et l'on fondait même à l'époque de gros espoirs quant à ses richesses.

« Les ingénieurs soviétiques, écrivent les *Izvestia* du 16 novembre 1936, ont découvert que le fond de la mer dans le voisinage de Bibi-Eybat était très riche en naphte. L'on commença à combler cette partie de la mer et au bout de quelques années une grosse industrie fut créée sur son emplacement, celle de Boukta Ilitcha. »

Rien de plus facile, comme on le voit. Avant la venue des bolcheviks, personne n'avait connaissance de la présence du naphte en cet endroit, disent-ils, or, nous venons de voir que les travaux destinés à assécher et à combler ce golfe avaient été commencés. Seule la nécessité ou pour mieux dire le désir de pomper le plus de naphte possible afin de soutenir la concurrence sur le marché mondial avec l'Angleterre et l'Amérique, et aussi pour se procurer de l'argent afin de continuer leur propagande ont poussé les bolcheviks à hâter les travaux d'assèchement. Cela leur était d'autant plus facile que la main-d'oeuvre ne coûte presque rien. Et c'est ainsi que naquit la rayon qui porte le nom de Boukhta Ilitcha.

De nos jours ce rayon donne un sixième de la production totale du naphte en Azerbaïdjan ; cela suffit pour montrer quelle en est la richesse.

C'est ainsi qu'en s'appropriant les plans d'autrui, les projets d'autrui, les bolcheviks les exécutent à l'aide du travail forcé dont sont gratifiés les malheureux ouvriers, qu'ils pompent tout ce qu'ils peuvent d'une terre qui leur est étrangère. Or cette terre a été enlevée à la population par la force des armes, ce qui ne l'empêche pas du reste de continuer la lutte contre l'oppresser étranger pour le triomphe du droit et de la liberté.

A. A. TOPTCHIBACHI.

Le mouvement Doriot

*(Compte rendu du premier congrès
du P. P. F.)*

Le premier congrès du Parti Populaire Français s'est déroulé au théâtre municipal de Saint-Denis, les 9, 10 et 11 novembre dernier.

Les fanions rouges et bleus, barrés de blanc, battaient au vent. Ciel triste. Une pluie fine et glacée tourbillonne.

La salle est pleine à craquer. Plus de 2.000 personnes. La tribune est recouverte du drapeau de la Fédération. Bleu et rouge encore. L'écusson du P. P. F., au milieu, fait la synthèse de ces symboles.

Je regarde les délégués déjà assis en bon ordre : ouvriers en chandail rouge et en casquettes sont mêlés à des intellectuels, des paysans à des industriels, des commerçants à des dockers de Dieppe et de Marseille, de blonds gars du Nord à des Algériens musulmans. La vérification des mandats a montré que 70 % de la représentation était composée d'ouvriers : « On ne fera rien en France contre la classe ouvrière, dira Doriot, on ne fera rien en France sans la classe ouvrière. » Il n'y avait autour de Doriot, au bureau, que des jeunes de 25 à 35 ans. C'est un congrès de jeunes. Dans la salle, les jeunes étaient également dans la proportion de trois quarts. Visages graves, réfléchis ; regards attentifs. Leur attente ne sera pas longue : voici le chef — Jacques Doriot !

Jamais je n'avais assisté à une telle explosion d'enthousiasme.

Tout le congrès tient naturellement dans le discours de Doriot. On y retrouve toutes les qualités du chef du P. P. F. : la clarté, ce besoin de persua-

sion, la rigueur logique. Dans ce prodigieux discours qui a duré plus de cinq heures, Doriot a tracé de sobres décors en traits pleins, directs, incisifs. Pour en donner une idée, je ne peux mieux faire que d'en citer quelques passages. L'ennemi public N° 1 demeure le communisme. Les mots d'ordre que Doriot va lancer sont :

Rompre le Front populaire, création du communisme ;

Désarmer, puis dissoudre le parti communiste ;

Défendre nos frontières avant de défendre celles de Staline.

« Il n'y a, déclare Doriot, qu'une conclusion qui s'impose : il faut rompre le pacte franco-soviétique et faire suivre la rupture d'une élimination complète de l'activité de notre pays du parti communiste. Le pacte et l'action des communistes attirent sur notre pays la haine de nos plus proches voisins, car nous participons indirectement à la croisade idéologique, prélude de la croisade militaire. Le pacte et l'action des communistes écartent de nous nos meilleurs amis. C'est pourquoi il faut dénoncer ce pacte de guerre qui nous amènera l'invasion et, dans les conditions présentes, je crois, avec l'invasion, la défaite...

« On nous dit : la France, par tradition, a toujours cherché des alliés à l'Orient. François I^{er} avait cherché celle du Grand Turc. Pourquoi ne chercherions-nous pas celle de Staline ?

« La différence entre le Grand Turc et Staline c'est que le Grand Turc n'était pas à la tête de la III^e Internationale. La différence c'est que le

Grand Turc ne connaissait pas le parti communiste français...

« Qu'est-ce qui a provoqué la désagrégation de nos alliances en Europe ? La bolchevisation de la France et son alliance avec les Soviets. C'est l'idée que la France pourrait les entraîner dans une croisade du bolchevisme contre le fascisme, alors qu'ils sont tous antibolcheviks, qui a éloigné de nous nos alliées. C'est le cas de la Belgique, de la Roumanie, de la Pologne, de la Yougoslavie... Le jour où la France aura liquidé son alliance avec les Soviets, et sa bolchevisation intérieure, son autorité extérieure renaîtra. Ce qui tue notre prestige à l'extérieur, c'est l'idée que notre peuple est en train de s'abandonner à une direction étrangère. Si nous nous redressons sur ce point, la France apparaîtra de nouveau comme le grand pays qui a animé le monde de son idéal pendant plus d'un siècle...

« La politique française ? « Défendre nos frontières avant de défendre celles de Staline. »

« L'Italie, pourquoi veut-on qu'elle soit notre ennemie ? Elle a un dictateur ? Et Moscou ? Litvinov l'a rejetée vers l'Allemagne. Mais cela laisse une porte ouverte aux conversations. Ne la fermons pas.

« L'Allemagne ? Je ne connais ni de près, ni de loin Hitler. Mais je maintiens que la principale garantie de paix à l'Occident est l'établissement de rapports normaux entre l'Allemagne et la

France. Je ne sais pas ce que des conversations sincères donneraient ; ce que je sais, c'est que, depuis 1932, Hitler nous a offert dix fois le contact et que dix fois nous l'avons rompu...

« Nous avons réussi, poursuit Doriot. Nous sommes dans le courant de l'histoire. Au moment où la gauche et la droite s'opposent avec tant de force, le mouvement parti de Saint-Denis a réalisé ce miracle d'unir les Français. Il n'y a plus ici d'anciens communistes, d'anciens volontaires nationaux, d'anciens camelots du roi. Il n'y a que des Français. Il faut refaire la France. Il faut lui redonner une âme nationale. La France d'abord, chaque Français ensuite. Vous aurez le droit de tout faire, de tout dire, sauf ce qui détruit l'idée du pays lui-même...

« C'est pourquoi, conclut Doriot dans son prodigieux discours, c'est pourquoi mon dernier appel s'adresse à tout ce qui souffre, à tout ce qui pense, à tout ce qui travaille. Ouvriers de France, mes frères, voulez-vous collaborer à la création d'un ordre social nouveau mais français ? Venez avec nous !... »

Tout le congrès est debout dans une tempête d'acclamations.

La séance est levée aux cris de : *Vive Doriot ! Doriot au pouvoir !*

Je le répète, jamais je n'avais assisté à une telle explosion d'enthousiasme.

Ch. ODICHARIA.

Revue de la presse

« Deux tendances opposées se heurtent en Russie : la tendance nationaliste et la tendance internationaliste », écrit M. Cous-teau dans **Je suis partout** :

D'un côté, les nouveaux bourgeois soviétiques, les diplomates, les militaires, les fonctionnaires ; de l'autre, les vieux révolutionnaires et tous les mètèques du Komintern. Sans l'affaire d'Espagne, le conflit eût tourné très rapidement à l'avantage des repus. L'extermination des agités de la révolution permanente se poursuivait à une cadence réconfortante. L'activité de la III^e Internationale était de plus en plus limitée et M. Staline n'était pas loin d'admettre, ainsi qu'on le lui répétait sans cesse, que la Russie avait tout à gagner à se débarrasser définitivement du Komintern, à prendre ouvertement figure d'Etat national. Du coup on eût retiré aux Allemands et aux Japonais tout prétexte d'agression. Du coup, on eût renforcé l'alliance française, posé les jalons d'une alliance anglaise et rendu possible un accord avec la Pologne.

Telle était la « tendance » lorsque éclata la révolution espagnole. Les gens du Kremlin étaient tellement hostiles à toute aventure extérieure qu'il leur fallut plusieurs semaines pour se départir de leur neutralité. M. André Gide note, non sans amertume, que pendant tout son voyage il n'a assisté à aucune manifestation de sympathie pour les « frères d'Espagne ». Et lorsque l'écrivain abordait ce sujet brûlant, il ne trouvait autour de lui que réticences et bouches closes.

L'enthousiasme est venu tout d'un coup, brutalement, sur un ordre de M. Staline, mais bien longtemps après que les communistes de France et d'Angleterre eurent pris parti. Il est vraisemblable qu'en l'occurrence les dirigeants de l'Etat soviétique ont été débordés par les gens de la III^e Internationale. Ils ont été pris au piège de leur pro-

pre phraséologie. Puisque subsistait le mythe de la « patrie de tous les travailleurs », les Soviets ne pouvaient conserver éternellement une attitude neutre que peut seul adopter un Etat national. Ou alors ils « perdaient la face ». Ainsi s'explique la victorieuse contre-offensive « intérieure » de la bande Dimitrof et l'intervention à retardemnet de l'Union soviétique. Mais, même maintenant, on sent, à lire les journaux de Moscou, que le coeur n'y est pas. Sans doute les gazettes font-elles une effroyable consommation de « Passionaria », photographiée dans toutes les poses, dans toutes les attitudes. Sans doute publient-elles des cartes, des reportages, des télégrammes aussi mensongers que ceux de « l'Huma » ou du « Popu », mais sans jamais donner aux « cosas de Espana » l'importance typographique ou la violence rédactionnelle que leur confèrent nos journalistes antifascistes. L'Espagne est lointaine et M. Staline se moque bien de Largo Caballero. Cette guerre est une « sale affaire » pour l'U.R.S.S. Cela se voit à l'oeil nu.

L'ALLEMAGNE

En réalité, les dirigeants soviétiques ne pensent qu'à un seul pays : l'Allemagne. Ils sont terrorisés par Hitler et, pour éviter une guerre où ils seraient personnellement engagés, ils sont prêts à toutes les capitulations. On s'en est bien rendu compte l'autre jour, lorsqu'ils ont grâcié l'ingénieur allemand, instigateur du prétendu complot de Novosibirsk. Six Russes ont été fusillés. Le principal coupable (d'après les journaux soviétiques) a été épargné. Pourquoi ? Parce que l'ambassadeur du Reich avait tapé du poing. Tous les éclats des diplomates soviétiques au comité de Londres, toutes les rodomontades de M. Litvinoff (Wallack-Meyer), tout cela c'est du poker, du bluff pur et simple. Les Russes relancent sans cesse dans l'espoir d'entraîner les Français et les Anglais,

mais qu'on leur demande, à eux, d'abattre leurs cartes, et l'on s'apercevra qu'il n'y a rien dans leur jeu.

Sans doute ont-ils envoyé des armes et des munitions au « Front populaire ». Ceci aussi, c'est du bluff. C'est une amorce, un encouragement pour amener le Front populaire français à se compromettre, à s'engager à fond, en vertu de ce principe fort juste qu'une guerre en Europe occidentale — une guerre à laquelle l'U.R.S.S. assisterait passivement — sauverait définitivement le régime soviétique. Rappelons, une fois de plus, le partage de la Pologne. Si les armées de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie n'avaient été engagées à l'est, en 1792, la révolution française eût été facilement écrasée.

Nous sommes persuadés qu'il suffi-

rait à l'Allemagne et à l'Italie d'annoncer que leurs destroyers ont mission de couler les cargos soviétiques en Méditerranée pour qu'aussitôt les alentours de Barcelone se vident comme par miracle de tous les transports d'armées. Répétons-le : mis au pied du mur, les bolcheviks ne peuvent que se « dégonfler ».

Seulement, avant d'en arriver là, ils n'auront rien épargné pour nous mettre dans un mauvais cas. La presse soviétique est pleine de dessins qui ridiculisent l'Angleterre, pleine d'amères critiques contre la « passivité » française. Ainsi se prépare sournoisement un nouveau Brest-Litovsk. Quoi qu'il arrive, ce sera « de notre faute » et M. Staline, artisan de la prochaine guerre, nous laissera gentiment nous débrouiller seuls.

CHRONIQUE

GÉORGIE

TROUBLES ANTIBOLCHEVISTES

Selon les renseignements reçus de Tiflis, de graves troubles antibolchevistes ont eu lieu ces dernières semaines en Azerbaïdjan, en Arménie et dans le Caucase du Nord.

En Géorgie, le mouvement antisoviétique a pris de telles proportions que même les organisations communistes en sont sé-

rieusement atteintes, en particulier celles des jeunesses qui sont « contaminées du sentiment national ». C'est pour extirper ce sentiment et épurer les organisations que les autorités ont procédé à des arrestations en masse.

Cent cinquante personnes ont été fusillées.

(Bureau de Presse Géorgien)

AZERBAIDJAN

On nous communique :

Le Comité National Azerbaïdjanien et la Délégation de la République d'Azerbaïdjan s'occupent activement d'élaboration d'une série de mesures destinées à attirer l'attention de l'opinion mondiale

sur la lutte héroïque que mène le peuple azerbaïdjanien, avec les autres membres de la Confédération Caucasienne, contre les oppresseurs de leurs liberté et indépendance. Cette lutte se manifeste de nouveau par une série de soulèvements qui ont recommencé au Caucase.

*
**

Le coton : Les *Izvestia* du 16-11-36 donnent quelques précisions au sujet de la culture du coton en Azerbaïdjan. Ces informations présentant un certain intérêt pour nous, il nous a paru nécessaire d'en donner ici un aperçu.

De tout temps, le coton a été et est resté l'un des principaux éléments de production du pays, aussi a-t-il toujours retenu l'attention de chacun.

Actuellement, la récolte moyenne atteint 9 quintaux par hectare. Il convient de signaler qu'à partir de 1907, des essais de culture de coton de première qualité c'est-à-dire de coton égyptien ont été tentés. Ces essais ont donné les meilleurs résultats et c'est ainsi qu'en 1936 une surface de 50.000 hectares a été consacrée à la culture de ce coton. A son tour cette qualité de coton comporte plusieurs espèces dont l'une, des plus précieuses, porte le nom de « Si Aïlend ». La culture de cette espèce s'étend sur une surface de 346 hectares. Si nous disons que dans le monde entier la culture de cette espèce de coton englobe tout au plus 5.000 hectares, l'on comprendra l'importance de ces informations. Sur les plantations de coton d'Azerbaïdjan on compte en ce moment 3.224 tracteurs; le journal ne dit pas toutefois le nombre de tracteurs hors d'usage, pas plus que celui de ceux qui sont utilisés pour les travaux.

Les salaires : Les *Izvestia* du 16-11-36 publient la lettre d'un maître ouvrier au forage dans laquelle il écrit que dans la période d'avant guerre il gagnait 16 roubles par mois, alors qu'à présent il en gagne 1.500, à ce même travail, ce qui lui permet, dit-il, de vivre largement et confortablement. Il est permis de supposer que ledit maître - ouvrier a écrit sa lettre sous la dictée de quelque communiste orthodoxe stalinien ou qu'il est tout au moins bien naïf.

Notre maître - ouvrier parle bien de l'élévation de son salaire, mais il oublie de signaler la différence des possibilités d'achat du rouble d'avant - guerre par rapport à celui en cours sur le territoire soviétique ; il oublie de dire combien coûtait à l'époque la livre de pain, de ce bon pain d'alors, et le prix du mauvais pain d'aujourd'hui. Nous ne parlons pas des autres produits qui du reste font défaut, ou qui, s'ils existent sont d'une qualité telle qu'on ne saurait faire entre eux le moindre rapprochement. La presse européenne a suffisamment parlé de la hausse anormale des prix, de la ruine de l'économie soviétique, du monopole de l'Etat sur tous les produits, de qualité inférieure en général, mais à des prix élevés, pour que nous y revenions ici. Il suffira de citer un exemple pour convaincre nos lecteurs. Ce même maître - ouvrier peut acheter un chapeau pour 150 roubles, mais s'il vient à pleuvoir et que son chapeau soit mouillé, les bords se détacheront et il sera obligé de le jeter, après avoir donné 10 p. 100 de son salaire. Qu'il achète un manteau imperméable, il le payera 450 roubles et si la pluie vient à tomber, son manteau se collera à son costume et il devra non seulement abandonner son manteau, mais délaisser aussi son costume. Après avoir ainsi dépensé un tiers de son salaire, il en perd dans le cas présent une bonne moitié, sinon davantage.

Il est certain que sous la dictée d'un intéressé l'on peut écrire tout ce qui vous vient dans la tête, surtout ce qui peut être agréable au « chef adoré du peuple », mais la vérité restera vérité et personne ne peut indéfiniment la dissimuler.

Révoltes : Ces derniers temps, les journaux étrangers ont fait mention de révoltes, en Azerbaïdjan, en Géorgie et en d'autres points de l'U. R. S. S. Ces informations trouvent confirmation dans la presse soviétique sous des rubriques différentes: ce sont des articles concernant

tantôt des actes de sabotage, tantôt la découverte d'organisations trotskistes, terroristes etc. Le nombre des personnes arrêtées en Azerbaïdjan est considérable ; toutes sont accusées de trotskisme, mais pour nous, la question se pose bien différemment. Les paysans du Caucase n'ont pu jusqu'à ce jour s'accommoder des innovations introduites dans le pays par les bolchéviks, surtout en ce qui concerne les kolkhoz. C'est ce qui explique qu'à chaque période de récolte des troubles éclatent.

CAUCASE DU NORD

En dépit des affirmations répétées du pouvoir soviétique, en ce qui concerne les prétendus succès obtenus dans différents domaines, les informations qui nous arrivent du Caucase du Nord et qui parfois trouvent leur écho dans les journaux locaux montrent que la lutte engagée contre les oppresseurs n'a nullement cessé. Cet état de trouble se fait particulièrement sentir dans les régions montagneuses, plus propices pour les actions des insurgés, aussi font-elles l'objet de fréquentes apparitions d'expéditions soviétiques punitives, appuyées d'escadrilles aériennes.

Il convient de signaler que les Montagnards nord - caucasiens luttent pour le triomphe de l'idéal national alors que les autorités soviétiques justifient leurs représailles du fait du développement des déviations nationales parmi les Montagnards, autrement dit en raison de la déformation du communisme.

De Pehlevi on annonce toute une série d'exécutions capitales à Souyondj-Kola. Les autorités soviétiques sont parvenues à liquider quelques nouveaux groupes d'insurgés dont le plus important opérait dans le rayon d'Ourous - Martanovski. A la tête de ce groupe d'insurgés était Taysoum Pechkhoev. La tactique de ce groupe comme du reste des insurgés en général, consistait à attaquer les institutions

Ces troubles, bien entendu, sont cruellement réprimés, et comme des troubles ont lieu en même temps en Russie, les bolchéviks feignent d'y voir un lien qui les unit aux organisations trotskistes et terroristes. Or, ces troubles ne sont pas autre chose qu'une lutte ouverte de toutes les forces des pays soviétiques opprimés de l'Union contre les autorités russes et le régime qui a leur ravi la liberté et l'indépendance.

soviétiques, les entreprises ainsi que les travailleurs communistes. C'est ainsi que l'an dernier, ledit groupe d'insurgés attaqua par deux fois le siège de l'administration de l'industrie du bois « Lessproukhoz » d'Ataguine, qu'au printemps de cette année, elle attaqua la « lessozavod » d'Akhan - Kalinsk ainsi qu'une commission gouvernementale agraire envoyée par le centre régional.

Au cours du combat engagé contre le détachement punitif soviétique, six montagnards - nationalistes du groupe Taysoum Pechkhoev furent tués. Voici leurs noms : Taysoum Pechkhoev, Osman Demilkhanov, Osman Gamzaev, Romazan Moudaev, Hamzat Dartae, Hamid Di-dae.

Un autre groupe d'insurgés traduit devant le tribunal régional de Soyoundj-Kola (Grozny) fut condamné à être fusillé. Voici les noms des victimes faisant partie de ce groupe : Djabraïlov Moujon, Nas-soukhanov Vahid, Yargniev, Samal et Tchouhaev Saïd. Ce groupe opérait en Ingouchélie et en Ossétie où il attaquait des convois.

Dans la partie occidentale du Caucase du Nord opérait le groupe d'Omar Chaov, son rayon d'action s'étendait vers les montagnes de l'Adghé, en Kabardie en Ossétie, en Balkarie.

Ces derniers temps, la tactique des insurgés dans le Caucase du Nord, a subi quelques changements ; ils n'agissent plus par groupes massifs, mais bien par petits paquets ; en outre la plupart d'entre eux ne se cachent point dans les montagnes, mais habitent en qualité de « citoyens pacifiques » dans les villages, profitant ainsi de l'appui de la population. Les cas de dénonciation sont inconnus, et s'il arrive qu'un groupe d'insurgés tombe dans les mains des Rouges, c'est du fait de sa propre imprudence.

Au cours de l'été dernier, le pouvoir soviétique réussit à exterminer deux détachements d'insurgés en Tchetchnie. L'un de ces détachements, à la tête duquel était le brave chef insurgé Makal Gaziguirev, comptait 18 partisans. Cerné par des forces de l'armée rouge à Goudermèss, il eut

son chef Makal Gaziguirev tué ; craignant d'attirer la vengeance des Rouges sur le village, les survivants se rendirent : Quatre d'entre eux furent fusillés ; ce sont : Gazi Touligov, Pacha Taramov, Alaoudin Vahabov et Eleha Embiev.

Pendant ces deux dernières années, ce groupe effectua 31 attaques contre des institutions soviétiques, au cours de ces raids 5 communistes en vue furent tués ainsi que de nombreux soldats rouges. Un deuxième groupe constitué par Chamaev Ismaïl, Taraliev Dzand, Abdoukhanov Selimsoultan et Dikaev Cheikhmahmed, effectua des attaques contre des convois sur les chaussées et le chemin de fer, tuant un inspecteur de milice, des soldats et des fonctionnaires soviétiques.

Tel est le caractère de la lutte qui se livre dans le Caucase du Nord.

UKRAINE

L'anarchie dans l'agriculture soviétique. — L'organe du gouvernement bolchévik de l'Ukraine, les « Visti » du 12 novembre, se plaint amèrement « que la récolte des betteraves sucrières n'a pas été exécutée » dans les délais prescrits et qu'une grande quantité de betteraves reste gelée dans le sol. Pour activer l'extraction des betteraves, le gouvernement a délégué dans les provinces quelques hauts fonctionnaires et même trois commissaires du peuple.

Aggravation des peines contre les évadés d'Ukraine soviétique. — Les « Visti » de Kiev du 12 novembre font savoir que le gouvernement soviétique de l'Ukraine a changé l'article 80 du Code criminel, de telle façon que le crime d'évasion de l'Ukraine est puni de un à trois ans de camp de concentration.

L'Ukraine soviétique n'a pas d'étoffes. — Les « Visti » du 30 octobre donnent le compte rendu du conseil des commissaires du peuple du 26 octobre qui a constaté que

le travail de l'industrie textile en Ukraine est tombé de telle façon que cette année cette branche a produit 75.000.000 de mètres d'étoffes de moins, et que l'organisation et la production de cette branche de l'industrie en Ukraine est dans un état d'anarchie complète. De même le travail des ouvriers est très négligé, les réparations de machines ne se font jamais à temps et le contrôle est presque inexistant.

Propagande bolchéviste pour justifier l'occupation de l'Ukraine par Moscou. — Les « Visti » du 2 novembre font savoir que l'édition de l'histoire de la guerre civile a édité un recueil de documents concernant l'occupation allemande de l'Ukraine en 1918.

Cette édition s'explique par le désir des bolchéviks de justifier l'occupation de l'Ukraine par Moscou et de prouver que l'occupation russe de l'Ukraine est meilleure pour ce pays que n'importe quelle autre occupation.

hiv souffre déjà du manque de pain et de légumes. Il faut remarquer qu'en U.R.S.S. la récolte est bonne pour le gouvernement quand il a confisqué beaucoup de blé, par contre, elle est mauvaise pour les paysans car on les laisse mourir de faim.

Les Ukrainiens et les événements d'Espagne. — Les organisations ukrainiennes du Mandchoukouo et d'Amérique du Sud ont envoyé au général Franco des télégrammes de félicitations pour les succès remportés par les armées nationales espagnoles dans leur lutte contre le bolchévisme.

Exposition de l'Antikomintern à Berlin. — « L'Antikomintern » allemand a ouvert à Berlin une exposition de documents sur la vie en U.R.S.S. et sur l'activité bolchéviste en général. On y voit une abondante documentation sur la propagande antireligieuse, sur les enfants abandonnés, sur la démoralisation de la famille, sur les travaux forcés aux prisonniers politiques, etc., etc., ainsi que sur la famine, sur le Guépéou, sur la militarisation, sur la propagande internationale, etc., etc.

La « liberté » de la presse soviétique. — La « Pravda » du 26 octobre donne à la presse soviétique des ordres sur la manière « d'épurer » les rédactions des journaux soviétiques. On apprend ainsi que la police du parti et la police politique en général, doivent vérifier minutieusement la mentalité et les convictions politiques, non seulement des rédacteurs, mais encore de tous les ouvriers car « l'ennemi peut nuire non seulement au poste de rédacteur, mais encore davantage à celui de linotypiste, d'ouvrier-imprimeur, de mécanicien, etc. ».

Le pape reçoit les évêques uniates ukrainiens des Etats-Unis et les séminaristes du collège uniате ukrainien près du Vatican. — A l'occasion du tricentenaire de la mort

du métropolite uniате de Kiev, Jossaphate, le pape a reçu les évêques uniates ukrainiens des Etats-Unis et le collège uniате ukrainien près du Vatican.

L'université ukrainienne de Prague. — Au cours de l'année scolaire 1936-1937, deux facultés fonctionneront à l'université ukrainienne de Prague : la faculté philosophique et la faculté de droit ; la première avec onze professeurs et sept chargés de cours ; la seconde avec dix professeurs et deux chargés de cours.

La huitième exposition de peinture de l'Association des « Indépendants » ukrainiens à Lviv. — Le 8 novembre s'est ouverte à Lviv, en Galicie, la huitième exposition de l'Association des peintres indépendants ukrainiens.

Parmi les exposants se trouvent le sculpteur bien connu O. Arkhypenko, les peintres Boutovitch, L. Perfetzky, P. Kholodny et beaucoup d'autres. Les artistes ukrainiens de l'Ukraine soviétique n'ont pu prendre part à cette exposition car le gouvernement de Moscou ne leur en a pas donné l'autorisation.

BIBLIOGRAPHIE

A Londres a paru, au mois d'octobre, le premier numéro de la revue « Contemporary Russia ». Cette nouvelle revue paraît sous la direction de M. Lancelot Lotton, qui est un grand connaisseur de la question des nationalités en Russie.

Notons, parmi les articles insérés dans le premier numéro, un article de M. le professeur R. Smal-Stocki, intitulé « Les nationalités en U.R.S.S. ». L'abonnement à la revue coûte : £ 1.25 ; l'adresse est la suivante : « Contemporary Russia », 92, Fleet street, London E. C. 4. Angleterre.



04936320

30750000000

E 5114 E

1936

Édition et Imprimerie
Rapide de la Presse
O. ZELUK
5, rue Saulnier, Paris

L-430